

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE ADRESSE UN MESSAGE
À L'OCCASION DE LA FÊTE DE LA VICTOIRE

«L'Algérie déterminée à consolider son économie»

Sous instruction du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé hier dans la wilaya de Béjaïa, la cérémonie de lancement des travaux du projet d'exploitation et de valorisation de la mine de zinc et de plomb, située entre les communes d'Amizour et de Tala Hamza. P 3



RÉGULARISATION FISCALE
VOLONTAIRE

Les modalités d'application fixées

Le dispositif de régularisation fiscale volontaire, introduit par la loi de finances 2026, a désormais ses modalités d'application précises. Celles-ci ont été fixées par l'arrêté du 24 février 2026, publié dans le Journal officiel n°19 du 12 mars 2026. Ce mécanisme permet à certaines catégories de contribuables de régulariser leur situation fiscale au titre de tous les impôts, droits et taxes exigibles au 31 décembre 2025, en s'acquittant d'une imposition unique libératoire de 8 % des sommes déclarées.

P 3

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Vers une crise énergétique majeure ?

Les tensions persistantes au Moyen-Orient continuent de faire planer la menace d'une crise énergétique majeure à l'échelle mondiale. Les volumes d'exportations pétrolières peinent à retrouver leur niveau habituel, malgré les déclarations du président américain Donald Trump et ses appels à sécuriser les voies d'approvisionnement, notamment au niveau du détroit d'Hormuz. Au-delà de ses effets immédiats sur les marchés, cette crise pourrait redessiner durablement les équilibres énergétiques mondiaux, en accélérant la recomposition des alliances et en renforçant la fragmentation d'un marché déjà sous tension.

P 5

EXPLOITATION DE LA MINE
AMIZOUR-TALA HAMZA

Cap sur la transformation locale

Avec le lancement du gisement de zinc et de plomb d'Amizour-Tala Hamza à Béjaïa, l'Algérie accélère sa mutation économique et amorce un tournant décisif dans la gestion de ses ressources minières. Ce projet marque une rupture avec le modèle extractif classique, en plaçant désormais l'intégration industrielle locale au cœur des priorités. En privilégiant la transformation sur site, les pouvoirs publics entendent maximiser la valeur ajoutée nationale et réduire la dépendance à l'exportation de matières brutes.

P 5

UN DÉCRET PRÉSIDENTIEL
PUBLIÉ AU JO

**Nouvelle organisation
administrative de la wilaya
d'Alger** P 2

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

**Plusieurs dossiers
examinés** P 3

GAZODUC TRANSSAHARIEN

**Une équipe
de Sonatrach en mission
de travail à Niamey** P 5

FONDATION SALIMA SOUAKRI
Plusieurs initiatives
solidaires menées
durant le Ramadhan
2026

Dans le cadre de son programme de solidarité durant le mois sacré de Ramadhan 2026, la Fondation Salima Souakri pour l'action caritative et humanitaire a mené plusieurs initiatives solidaires à travers différentes wilayas du pays, avec la contribution de ses bureaux locaux et de nombreux bénévoles.

Parmi les actions phares, la fondation a préparé et distribué 3 600 colis alimentaires au profit de familles nécessiteuses dans plusieurs régions, y compris les zones de l'intérieur. Des restaurants d'iftar pour les jeunes ont également été ouverts à Alger (Aïn Naâdja et Hussein Dey), ainsi que dans les wilayas de Constantine, Sétif, Mila, Bouira et Aïn Defla. Des repas ont aussi été distribués aux voyageurs de passage, aux malades et à leurs accompagnateurs dans plusieurs établissements hospitaliers.

Le programme a également inclus des iftars solidaires dans des maisons de retraite, des repas au profit d'orphelins, de familles démunies et de personnes en situation de handicap, ainsi que l'organisation de campagnes de don de sang et de visites de soutien aux patients atteints de cancer.

Dans le cadre de ses actions sociales, la fondation a organisé des opérations de circonscription collective dans plusieurs wilayas au profit d'enfants issus de familles démunies, et a distribué des vêtements de l'Aïd à 1 000 enfants orphelins, afin d'apporter de la joie à l'occasion de l'Aïd el-Fitr.

Ces initiatives se sont conclues par une cérémonie solidaire organisée à l'hôtel Sheraton, réunissant enfants, familles, partenaires et bénévoles. À cette occasion, Madame Salima Souakri, présidente de la fondation, a exprimé ses sincères remerciements à l'ensemble des partenaires, bienfaiteurs et bénévoles pour leur contribution à la réussite des actions solidaires du mois de Ramadhan, tout en réaffirmant l'engagement de la fondation à poursuivre ses actions humanitaires tout au long de l'année.

R E.

ANP
Un narcotrafiquant
neutralisé à
Tamanrasset

Un narcotrafiquant armé a été neutralisé par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) qui ont également récupéré des armes, mardi, lors d'une autre embuscade menée dans la zone d'Arrak dans la wilaya de Tamanrasset, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans la dynamique des efforts à assurer la sécurisation de la bande frontalière et à mettre en échec toutes tentatives de contrebande et de criminalité organisée, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont neutralisé hier 17 mars 2026, lors d'une autre embuscade menée dans la zone d'Arrak dans la wilaya de Tamanrasset en 6e Région militaire un (1) narcotrafiquant armé et récupéré de deux (2) pistolets mitrailleurs de type FMPK, un (1) pistolet-mitrailleur de type Kalachnikov, un (1) véhicules tout-terrain, contenant un million cinq cent mille (1.500.000) comprimés psychotropes, un (1) appareil de communication de type Thuraya, trois (03) chargeurs et une quantité de munitions", précise la même source.

UN DÉCRET PRÉSIDENTIEL PUBLIÉ AU JO

Nouvelle organisation administrative de la wilaya d'Alger

Le décret présidentiel portant organisation administrative de la wilaya d'Alger a été publié dans le dernier numéro du Journal officiel (JO). Selon le décret présidentiel n° 26-112 du 18 Ramadhan 1447 correspondant au 8 mars 2026, « la wilaya d'Alger est organisée en circonscriptions administratives conformément à l'annexe jointe au présent décret ».

Il est précisé que « la circonscription administrative est administrée par un wali délégué auprès du wali d'Alger ». Par ailleurs, conformément à l'annexe jointe au décret, la wilaya d'Alger est composée de 13 circonscriptions administratives, englobant entre 3 et 5 communes.

Ainsi, il est énoncé dans ce texte, que la circonscription de Zéralda est composée des communes de « Zéralda, Staouéli, Souidania, Mahelma et Rahmania », tandis que la daïra de Chéraga regroupe les communes de « Chéraga, Ouled Fayet, Aïn Benian, Dely Brahim et Hammamet ».

La daïra de Draria comprend les communes de « Douéra, Khraïssia, Draria, Baba Hacène et El Achour », alors que la daïra de Birtouta englobe les communes de « Birtouta, Ouled Chebel et Tessala El Merdja ». La daïra de Bir Mourad Raïs est composée, quant à elle, de « Bir Mourad Raïs, Birkhadem, Djasr Kaçentina,



Saoula et Hydra » et celle de Bouzaréah de « Bouzaréah, Béni Messous, Ben Aknoun et El Biar », Selon l'annexe jointe au décret, les communes de la daïra de Bab El Oued sont "Bab El Oued, Oued Koriche, Bologhine, Raïs Hamidou et Casbah" et la daïra d'Hussein Dey comprend les communes de "Mohamed Belouizdad, Hussein Dey, Kouba et El Magharîa". La daïra de Sidi M'Hamed est composée des communes de "Sidi M'Hamed, El Madania, Alger centre et El Mouradia", tandis que celle d'El Harrach regroupe "Bourouba, Bach Djerah, Oued Smar, El Harrach et Mohammadia". Les communes relevant de la daïra de Baraki sont "Baraki, Les Eucalyptus, Sidi Moussa", alors que "Bordj El Bahri, Dar El Beïda, Bab Ezzouar et Bordj El Kiffan", relèvent de Dar El Beïda Enfin, la circonscription administrative de Rouiba est constituée des communes de "Rouiba, Reghaïa, Heraoua, Aïn Taya et El Marsa".

AGROALIMENTAIRE

L'Algérie renforce sa présence à l'IFE 2026 à Londres

Par Reda H.

L'Algérie signe son retour sur la scène internationale de l'agroalimentaire en prenant part à l'International Food & Drink Event 2026 (IFE 2026), prévu du 30 mars au 1er avril à ExCeL London. L'annonce a été faite par l'Ambassade d'Algérie au Royaume-Uni à travers une publication sur son compte LinkedIn. À cette occasion, le pavillon algérien réunira plusieurs entreprises phares des secteurs agricole et agroalimentaire, traduisant une volonté affirmée de promouvoir le savoir-faire national et de renforcer

la visibilité des produits algériens sur les marchés internationaux. En effet, cette participation reflète l'ambition stratégique de l'Algérie de diversifier ses exportations, de renforcer le positionnement mondial de son industrie agroalimentaire et de nouer des partenariats à long terme avec des acheteurs, distributeurs et investisseurs internationaux. Forte de la dynamique enclenchée lors de l'édition précédente, l'International Food & Drink Event 2025, où plusieurs entreprises algériennes ont conclu des accords et mémorandums d'entente représentant près

d'un milliard de dollars d'engagements, l'Algérie revient cette année avec une délégation d'affaires renforcée. Du développement de la production agricole à la transformation industrielle et à la création de valeur ajoutée, le pavillon national mettra en avant les progrès réalisés en matière de compétitivité, de respect des normes de qualité et de potentiel d'exportation. Selon la même source, l'IFE 2026 constituera une plateforme stratégique pour consolider les relations commerciales entre l'Algérie et le Royaume-Uni, tout en ouvrant de nouvelles perspectives de coopération

avec les acteurs du marché mondial. « Cet événement représente une opportunité majeure pour approfondir les échanges et établir de nouveaux partenariats », souligne l'ambassade, exprimant sa volonté de collaborer étroitement avec des partenaires internationaux à cette occasion. À travers cette participation, l'Algérie confirme ainsi son ambition de s'imposer progressivement comme un acteur crédible et compétitif dans le secteur agroalimentaire à l'échelle internationale.

R E.

DE LA DERMO-COSMÉTIQUE À LA DERMO-PHARMACEUTIQUE

La nouvelle ambition de ThinkerCare Group

Le groupe ThinkerCare Group annonce le lancement prochain d'une nouvelle gamme de produits, marquant une nouvelle étape dans le développement de ses activités dans le domaine du soin et de la santé de la peau. Déjà présent dans l'univers de la dermo-cosmétique à travers ses marques Touché et Belnco, le groupe élargit aujourd'hui son champ d'action en investissant le segment dermo-pharmaceutique, situé à la croisée des soins dermo-cosmétiques et des solutions pharmaceutiques. Cette nouvelle gamme a été développée afin de répondre

à des besoins dermatologiques spécifiques, en s'appuyant sur une approche combinant innovation, expertise scientifique et exigences pharmaceutiques. Elle comprendra notamment des solutions anti-acné, anti-infectieuses, antibactériennes et antifongiques, destinées à accompagner la prise en charge de différentes problématiques cutanées. À travers cette initiative, ThinkerCare Group poursuit sa stratégie de développement visant à renforcer son positionnement dans l'écosystème du soin et de la santé, tout en contribuant à l'émergence d'une offre locale innovante dans ce domaine.

cale innovante dans ce domaine. Le groupe affirme également sa volonté de valoriser le savoir-faire algérien et de positionner le "Made in Algeria" comme un standard de qualité capable de répondre aux exigences des marchés nationaux et internationaux. La nouvelle gamme dermo-pharmaceutique sera introduite prochainement sur le marché et s'adressera aussi bien aux professionnels de santé qu'aux consommateurs.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE ADRESSE
UN MESSAGE À L’OCCASION DE LA FÊTE DE LA VICTOIRE

«L’Algérie déterminée à consolider son économie»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé la détermination de l’Algérie à consolider son économie et à poursuivre un développement stratégique ambitieux, porté par des volontés nationales sincères.

Par Z R.

Dans un message adressé à la Nation, à l’occasion du 64^e anniversaire de la Fête de la Victoire (19 mars 1962), le Président Tebboune, a affirmé hier que le pays a tracé sa voie en plaçant au sommet de ses priorités la consolidation des capacités de l’économie nationale, à travers de grandes réalisations structurantes et intégrées, dans le cadre d’un projet de développement stratégique multidimensionnel aux grandes ambitions. Un projet qui se matérialise sur le terrain, dira le chef de l’Etat, grâce aux volontés nationales sincères qui, joignant leurs efforts, veillent sur les intérêts de l’Etat, tout en étant au service du peuple, partant de leur

foi en une Algérie victorieuse par la participation de tous, où se réalisent les aspirations des Algériennes et des Algériens. « Grâce à Dieu, notre chère Algérie, fidèle aux sacrifices consentis, relève aujourd’hui le défi en renforçant son immunité économique et en confortant les remparts de sa souveraineté dans une conjoncture régionale et internationale erratique », a-t-il souligné. Dans le même contexte, le président de la République a rappelé que le 19 mars 1962 « a été le jour qui a marqué la fin d’une domination coloniale de plus de cent trente ans, mettant en lumière l’image d’un colonialisme d’occupation injuste, dépourvu de toute valeur humaine, plongé dans le massacre, la destruction et le pillage, porteur

des plus terribles formes d’agression et de barbarie, mais tremblant et vacillant devant la force de la justice et les lois de l’univers qui, à travers l’histoire, ont toujours triomphé pour les chercheurs de liberté, innée chez l’humanité ». Après avoir souligné que « le peuple algérien, que Dieu ait son soutien, a remporté sa victoire par une glorieuse révolution dont la flamme ne s’éteint pas, une grande révolution bénie dont le souvenir reste impérissable », le président a noté que « ce peuple, ayant souffert de tragédies et de destructions partout, d’une terre brûlée et d’un pillage méthodique, porte la mission sacrée dans toute sa sainteté et poursuit le chemin guidé par le message des martyrs ».

RÉGULARISATION FISCALE VOLONTAIRE

Les modalités d’application fixées

Par Zahir R.

Le dispositif de régularisation fiscale volontaire, introduit par la loi de finances 2026, a désormais ses modalités d’application précises. Celles-ci ont été fixées par l’arrêté du 24 février 2026, publié dans le Journal officiel n°19 du 12 mars 2026. Ce mécanisme permet à certaines catégories de contribuables de régulariser leur situation fiscale au titre de tous les impôts, droits et taxes exigibles au 31 décembre 2025, en s’acquittant d’une imposition unique libératoire de 8 % des sommes déclarées. Sont concernées par ce dispositif, les personnes en situation irrégulière vis-à-vis de l’administration fiscale se trouvant dans l’une des situations suivantes : les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en Algérie ou les personnes morales de droit algérien non identifiées auprès de l’administration fiscale. Il s’agit aussi,

selon l’article 3, des personnes physiques ayant leur domicile fiscal en Algérie ou les personnes morales de droit algérien, identifiées auprès de l’administration fiscale qui n’ont pas accompli leurs obligations de déclaration et de paiement des impositions fiscales prévues par la législation, et les personnes physiques ayant leur domicile fiscal en Algérie ou les personnes morales de droit algérien dont les déclarations fiscales sont entachées d’insuffisances dans les bases déclarées. La régularisation fiscale volontaire s’effectue, explique-t-on, via la souscription d’une ou de plusieurs déclarations simplifiées. L’acquittement de l’imposition unique libératoire fixée au taux de 8% des sommes déclarées, conformément à la loi de finances pour 2026, est opéré au moment du dépôt de la déclaration. La souscription au dispositif au titre des sommes déclarées, entraîne la décharge du contribuable déclarant de toutes obligations fis-

cales y relatives ainsi que de toutes autres poursuites à son encontre, note le texte qui stipule que les sommes issues d’activités pénalement répréhensibles se rapportant au blanchiment de capitaux lié au financement du terrorisme, à la corruption et aux activités prohibées sont exclues de ce dispositif. « Sont exclues de ce dispositif, les sommes issues d’activités pénalement répréhensibles se rapportant au blanchiment de capitaux lié au financement du terrorisme, à la corruption et aux activités prohibées, conformément à la législation en vigueur, notamment la loi n° 05-01 du 27 Dhou El Hidja 1425 correspondant au 6 février 2005, modifiée et complétée, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme », lit-on dans l’article 9. Par ailleurs, les modalités d’abandon des créances fiscales enregistrées au cours des exercices 2011 et antérieurs, et de l’assai-

nissement de celles enregistrées durant les exercices 2012 à 2025 viennent d’être fixées par un arrêté paru au journal officiel (JO) n 19. L’arrêté signé par le ministre des Finances précise que les créances fiscales éligibles aux mesures d’abandon et d’assainissement, concernent l’ensemble des impositions fiscales non recouvrées, pénalités d’assiette de recouvrement et autres majorations comprises, enregistrées dans les écritures des receveurs des impôts, qu’elles se rapportent à des impositions émises par voie de rôle général, individuel ou découlant de déclarations spontanées souscrites par les contribuables débiteurs. Les créances fiscales issues d’impositions pour lesquelles le contribuable concerné est condamné pour manœuvres frauduleuses en matière d’assiette ou de recouvrement ne sont pas concernées par les mesures d’abandon ou d’assainissement, souligne le texte.

R E.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE Le ministre de l’Economie de la connaissance reçoit le directeur du bureau de l’OMPI à Alger

Le ministre de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, a reçu, au siège du ministère, le directeur du bureau de l’Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Alger, Othmane Ahmed Mohamed Salek, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer le partenariat et la coopération en matière de promotion de la propriété intellectuelle, a indiqué mercredi un communiqué du ministère. La rencontre, qui s’est déroulée mardi, a été l’occasion d’évoquer les mécanismes de redynamisation du programme du Centre de propriété intellectuelle pour les affaires, visant à accompagner les start-up et les micro-entreprises, notamment à travers l’adoption de stratégies de valorisation de la propriété intellectuelle et l’exploitation des actifs immatériels issus de la recherche et de l’innovation, de manière à contribuer au renforcement de l’économie de la connaissance, a précisé la même source. Les entretiens ont également porté sur la contribution de l’OMPI à la prochaine édition de la Conférence africaine des start-up (ASC 2026), dans le cadre du soutien aux initiatives visant le développement de l’écosystème de l’innovation sur le continent africain, souligne le communiqué.

ANEP

Lancement de la huitième édition du Grand Prix Assia Djebar du Roman pour l’année 2026

L’Entreprise National de Communication, d’Edition et de Publicité annonce l’ouverture des candidatures pour la huitième édition du Grand Prix Assia Djebar du roman pour l’année 2026, cette prestigieuse manifestation littéraire qui s’inscrit dans le cadre de la valorisation de la création romanesque algérienne et de l’hommage à l’une des figures les plus emblématiques de la littérature Algérienne. Ce prix concerne les romans écrits en arabe, en amazigh ou en français, publiés par des maisons d’édition algériennes, à condition que leur date de publication soit comprise entre le 14 avril 2024 et le

18 avril 2026. La date de dépôt des œuvres candidates est fixée du 18 mars au 18 avril 2026, avant 16h00. Les œuvres candidates doivent se distinguer par leur originalité et leur excellence dans le contenu, et ne doivent pas avoir déjà remporté d’autres prix, afin de préserver la crédibilité de la compétition et les valeurs d’excellence. L’ANEP invite également les maisons d’édition concernées à déposer douze (12) exemplaires et une version électronique de chaque œuvre candidate au siège situé au: 50 rue Khalifa Boukhalifa, Alger, P. BP 355, et ce, au plus tard le 18 avril 2026. Pour plus de détails, vous pouvez

visiter le site web du prix: www.prixassladjebar.dz
Ou visiter la page officielle: Grand Prix Assia Djebar Du Roman
Ou contactez-nous au numéro suivant: 0657601885
L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité renouvelle son invitation à tous les acteurs du milieu littéraire à participer à cette édition, qui est devenue un rendez-vous culturel majeur et une tribune pour célébrer la créativité romanesque nationale, renforçant ainsi l’éclat de la littérature Algérienne sur les plans national et international. Communiqué

COMMERCE EXTÉRIEUR
Examen des moyens de valoriser la route transsaharienne pour renforcer les exportations

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé une réunion technique de coordination, consacrée à l'examen des moyens de valoriser et d'exploiter la route transsaharienne, considérée comme un axe stratégique pour le renforcement des échanges commerciaux avec les pays africains, indique mardi un communiqué du ministère.

Cette réunion s'est déroulée en présence de représentants de plusieurs secteurs ministériels et organismes concernés, notamment du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base, ainsi que des représentants des services des Douanes, précise le communiqué.

La rencontre a également vu la participation du président du Conseil d'affaires algéro-nigérien, du directeur général de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), en sus de représentants de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX).

Au cours de cette réunion, l'accent a été mis sur l'importance de la route transsaharienne en tant que levier essentiel pour la promotion des exportations et le renforcement des échanges commerciaux intra-africains, notamment avec le Niger, tout en insistant sur la nécessité de renforcer la coordination sectorielle, afin de réunir les conditions idoines le long de cet axe stratégique. Dans ce cadre, les participants ont examiné les mécanismes d'accompagnement des opérateurs économiques, notamment les exportateurs, à travers la mise à disposition de services logistiques intégrés et la création de plateformes d'appui, permettant une exploitation optimale de ce corridor vital.

Le ministre a également insisté sur la nécessité d'adopter une approche prospective fondée sur une coordination permanente entre les différents acteurs, afin de transformer la route transsaharienne en corridor économique performant, soutenant l'intégration de l'Algérie dans son espace africain et renforçant la présence du produit national sur les marchés africains prometteurs, conclut la même source.

APS

Jeudi 19 mars 2026

MORTALITÉ INFANTILE

Près de 5 millions d'enfants morts avant 5 ans en 2024

Environ 4,9 millions d'enfants sont décédés dans le monde avant leur cinquième anniversaire en 2024, dont 2,3 millions de nouveau-nés, ce qui souligne un ralentissement inquiétant des progrès mondiaux en matière de survie infantile, indiquent les Nations unies dans un rapport. La plupart de ces décès sont évitables grâce à des interventions éprouvées et peu coûteuses, et à un accès

à des soins de santé de qualité, souligne le rapport publié mardi.

Le rapport sur les niveaux et les tendances de la mortalité infantile publié par le Groupe inter-institutions des Nations unies pour l'estimation de la mortalité infantile montre que, même si les décès d'enfants de moins de cinq ans ont diminué de plus de moitié depuis 2000, le rythme de cette réduction a ralenti de plus de 60 % depuis 2015 .

Parmi ses principales conclusions, plus de 100.000 enfants âgés de un à cinq mois sont morts directement de malnutrition aiguë sévère, la première estimation mondiale de ces décès, avec certains

des chiffres les plus élevés enregistrés au Pakistan, en Somalie et au Soudan.

"Aucun enfant ne devrait mourir de maladies que nous savons prévenir. Or, nous constatons des signes inquiétants de ralentissement des progrès en matière de survie infantile et ce, au moment même où nous assistons à de nouvelles coupes budgétaires à l'échelle mondiale", a déclaré Catherine Russell, directrice générale du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Selon le rapport, les maladies infectieuses demeurent une menace majeure, les neuf principales infections étant responsables de 43 % des décès d'enfants de

ALGÉRIE-NIGER

Examen du renforcement de la coopération bilatérale dans l'industrie pharmaceutique

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a examiné, mardi à Alger, avec le ministre de la Santé de la République du Niger, le colonel-major Garba Hakimi, les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, notamment l'approvisionnement du Niger en médicaments et vaccins fabriqués en Algérie, indique un communiqué du ministère.

Cette réunion, tenue par visioconférence, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions de la "Déclaration d'Alger", issue de la Conférence ministérielle africaine sur la production locale de médicaments et les technologies de la santé, organisée à Alger en novembre 2025, précise la même source. Ont pris part à cette rencontre, l'ambassadeur d'Algérie au Niger, ainsi que le directeur général de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), Cherif Delih, et le directeur général du Groupe public "Saidal", Mourad

Belkhef. La partie nigérienne a exprimé son souhait de bénéficier de l'expérience algérienne dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, en sollicitant l'approvisionnement de son pays en médicaments et vaccins fabriqués localement, ainsi qu'un accompagnement technique pour développer une industrie pharmaceutique nationale.

De son côté, M. Kouidri a mis en avant que l'Algérie est prête à accompagner le Niger, en répondant à ses besoins en produits pharmaceutiques et en renforçant la coopération technique, en particulier dans la réalisation et le développement d'unités de production de médicaments. Cette coopération s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat entre les pays africains, visant à soutenir la sécurité sanitaire à l'échelle continentale, conclut le communiqué.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 17 مارس 2026 الموافق لـ 27 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Mars 2026 (27 ramadan 1447)

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	68	77	59	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	117	130	104	الطماطم	
	Oignon sec	98	108	88	البصل الجاف	
	Ail sec	992	1084	901	الثوم الجاف	
	Carotte	106	120	92	الجزر	
	Navet	120	134	106	اللفت	
	Choux fleur	136	149	123	قرنبيط	
	Choux	105	118	91	الكرنب	
	Courgette	140	155	126	الكوسة	
	Haricot vert	506	542	470	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	202	223	180	الخس	
Fruits frais	Orange	199	246	152	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	173	197	148	الليمون	
	Pomme locale	410	491	328	التفاح المحلي	
	Datte	500	625	374	التمر	
	Banane	458	477	439	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1961	2105	1818	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	417	432	403	الدجاج	
	Œufs (Unité)	17	19	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	90	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	par	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,00	-14,15	6,09	10,14	6955	2 399 475,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	NC	0,00	-0,03	-0,77	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	NC	0,00	0,01	1,86	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 238,00	2235,00	-0,13	-0,39	-1,45	10,66	5,59	1002	2 239 470,00
EGHEI Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,43	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,64	3,97	5,00	0	0,00

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Vers une crise énergétique majeure ?

Les tensions persistantes au Moyen-Orient continuent de faire planer la menace d’une crise énergétique majeure à l’échelle mondiale. Les volumes d’exportations pétrolières peinent à retrouver leur niveau habituel, malgré les déclarations du président américain Donald Trump et ses appels à sécuriser les voies d’approvisionnement, notamment au niveau du détroit d’Hormuz. Au-delà de ses effets immédiats sur les marchés, cette crise pourrait redessiner durablement les équilibres énergétiques mondiaux, en accélérant la recomposition des alliances et en renforçant la fragmentation d’un marché déjà sous tension.

Par S. R.

Dans une analyse publiée sur les réseaux sociaux, Abdelmadjid Attar, ancien ministre de l’énergie et consultant international, tire la sonnette d’alarme sur une situation qui, selon lui, pourrait rapidement échapper à tout contrôle. Sur le terrain, les indicateurs sont déjà au rouge. D’après les données relayées par OilPrice, la circulation des pétroliers dans cette zone stratégique est fortement perturbée. « La plupart des pétroliers transitant par Hormuz sont d’origine iranienne », a-t-il souligné, précisant que seuls cinq navires non iraniens ont réussi à franchir le blocus imposé par les Gardiens de la Révolution, dont trois à destination de l’Inde et deux vers le Pakistan. Une situation qui illustre, selon lui, « une militarisation croissante des routes énergétiques », devenue un facteur aggravant de la crise. Les conséquences sur les volumes exportés sont déjà spectaculaires. En

l’espace de quelques jours, les exportations de pétrole et de produits pétroliers ont chuté de 25 à 9,7 millions de barils par jour. « Pour le moment, il y a juste un choc d’offre », a expliqué l’expert, tout en avertissant que « les incertitudes sur sa durée et l’appel aux stocks stratégiques peinent à contenir » cette dégradation rapide de la situation. Face à cette contraction brutale, les solutions alternatives apparaissent limitées. Loléoduc Est-Ouest saoudien a certes été mobilisé pour augmenter les capacités d’acheminement vers la mer Rouge, atteignant environ 3 millions de barils par jour, un niveau bien inférieur aux 7 millions exportés avant la crise. Quant au terminal de Fujairah, aux Émirats arabes unis, sa capacité de 1,5 million de barils par jour demeure marginale, et son activité serait fortement compromise après avoir été la cible de frappes répétées. Pour Attar, ces contraintes logistiques traduisent « la fragilité struc-

turelle des routes alternatives » face à un blocage prolongé du détroit. L’ex Pdg de Sonatrach a également mis en garde contre des répercussions systémiques. « Un tournant majeur du système énergétique mondial est à craindre », a-t-il affirmé, évoquant le risque « d’un choc pétrolier historique » en cas de prolongation du conflit. Une telle évolution serait alimentée par « une instabilité durable du Moyen-Orient », région qui concentre à elle seule près de la moitié (48%) des réserves pétrolières mondiales et plus de 40 % des ressources gazières. Dans ce contexte, Abdelmadjid Attar a insisté sur les mutations profondes que pourrait engendrer la crise actuelle. « Une chose est sûre : la crise actuelle va entraîner des transformations structurelles », a-t-il écrit, soulignant que cette dynamique s’inscrit dans la continuité des recompositions géopolitiques amorcées depuis 2022, dans le sillage de la guerre russo-ukrainienne.

GAZODUC TRANSSAHARIEN
Une équipe de Sonatrach en mission de travail à Niamey

Le groupe Sonatrach a dépêché une équipe technique, au sein d’une délégation composée de représentants du groupe et du ministère des Hydrocarbures et des Mines, en mission de travail à Niamey (Niger), en vue de récolter les données techniques afférentes au tracé du projet du gazoduc transsaharien (TSGP) sur le sol nigérien, en coordination avec la partie nigérienne, a indiqué mardi un communiqué du groupe. Cette mission s’inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives au lancement de la réalisation de ce projet stratégique dans sa partie nigérienne, précise la même source. L’équipe est chargée d’examiner le cadre légal et réglementaire au Niger, notamment en ce qui concerne la pose de canalisations, les études réglementaires (étude de danger - EDD et étude d’impact environnemental - EIE), ainsi que les permis et les autorisations de construction liés à ce gazoduc. Le programme de la visite prévoit des rencontres et des discussions techniques avec les responsables de la Société nigérienne du pétrole (SONIDEP) et ceux du ministère nigérien du Pétrole, ainsi que d’autres parties impliquées dans ce projet, indique le communiqué. L’objectif est d’examiner conjointement les premières étapes opérationnelles pour réaliser les études du tracé, tout en tenant compte des résultats préliminaires de l’étude de faisabilité réalisée par le consultant PENPSEN. Cette étape constitue un prélude à la phase des études détaillées du tracé ainsi qu’à celle de la construction du gazoduc, souligne la même source, ajoutant que la phase opérationnelle du projet reliant le Nigeria, le Niger et l’Algérie sera lancée à l’issue du mois de Ramadhan 2026, avec la mobilisation de Sonatrach pour la mise en oeuvre de ses différentes étapes, conformément aux instructions du président de la République. Cette démarche "traduit l’engagement de l’Algérie à concrétiser ce projet qui s’inscrit dans le cadre de la consolidation des partenariats stratégiques avec les pays africains et la promotion de la coopération Sud-Sud. Elle reflète également la volonté de l’Etat de renforcer la présence du groupe Sonatrach sur la scène énergétique continentale", conclut le communiqué.

APS

EXPLOITATION DE LA MINE AMIZOUR-TALA HAMZA

Cap sur la transformation locale

Par Selma R.

Avec le lancement du gisement de zinc et de plomb d’Amizour-Tala Hamza à Béjaïa, l’Algérie accélère sa mutation économique et amorce un tournant décisif dans la gestion de ses ressources minières. Ce projet marque une rupture avec le modèle extractif classique, en plaçant désormais l’intégration industrielle locale au cœur des priorités. En privilégiant la transformation sur site, les pouvoirs publics entendent maximiser la valeur ajoutée nationale et réduire la dépendance à l’exportation de matières brutes. Dans ce contexte, Fateh Zarifi, directeur général de l’Entreprise nationale des produits miniers non ferreux et des substances utiles (ENOF), invité de la « Chaîne I » de la radio nationale, a mis en avant la portée stratégique de ce projet, qu’il qualifie de « tournant majeur pour le secteur minier national ». Il a rappelé que ce gisement figure parmi les cinq plus importants au monde, avec des réserves estimées à plus de 53 millions de tonnes, dont 43 millions exploitables sur une durée d’environ 20 ans. La ca-

dence de production prévue, de l’ordre de 2 millions de tonnes de minerai par an, permettra de générer près de 170 000 tonnes de concentré de zinc et 30 000 tonnes de plomb. « Nous disposons d’un potentiel qui permet à l’Algérie de se positionner comme un acteur clé sur le marché mondial des métaux », a-t-il souligné. La véritable rupture stratégique de ce projet repose sur l’impératif de la transformation locale. Concrètement, la production sera prioritairement fléchée vers le marché intérieur : l’usine de Ghazaouet devrait ainsi absorber 80 000 tonnes par an pour couvrir ses besoins. Si un reliquat d’environ 90 000 tonnes sera initialement destiné à l’exportation, ce n’est qu’une étape transitoire. « L’objectif n’est plus d’exporter des matières brutes, mais de créer de la valeur ajoutée localement », a martelé le responsable. À cet effet, des négociations sont déjà en cours avec le partenaire étranger pour ériger un complexe industriel de transformation, traduisant ainsi la volonté de l’État de bâtir une filière intégrée. Cette démarche s’inscrit dans une vision plus globale d’intégration industrielle. Le zinc, utilisé à près de 80 %

dans la galvanisation de l’acier, constitue un intrant stratégique pour le développement de la sidérurgie nationale. Il intervient également dans des secteurs à forte valeur ajoutée, tels que les batteries, l’électronique ou encore certaines applications agricoles. « Ce projet s’intègre pleinement dans une chaîne industrielle allant de l’extraction à la transformation, avec des retombées directes sur plusieurs secteurs stratégiques », a expliqué Zarifi. Sur le plan économique, les perspectives apparaissent particulièrement prometteuses. Avec un prix du zinc avoisinant les 3 200 dollars la tonne sur les marchés internationaux, le chiffre d’affaires annuel pourrait dépasser les 200 millions de dollars, avec un potentiel de hausse en fonction de l’évolution des cours. « Nous avons basé nos études sur un prix de 2 400 dollars, mais les tendances actuelles laissent entrevoir des revenus encore plus importants », a précisé le directeur général. Le projet revêt également une dimension sociale notable, avec la création attendue de plus de 780 emplois directs et de 3 000 à 4 000 emplois indirects, en privilégiant les populations locales. Des programmes de

formation ont déjà été lancés afin de préparer les compétences nécessaires à l’exploitation et à la gestion du site. « Nous voulons que ce projet profite en priorité aux habitants de la région, tout en favorisant le transfert de savoir-faire », a-t-il affirmé. Le transfert technologique constitue, à ce titre, un axe central du partenariat. Structuré selon la règle 51/49, celui-ci prévoit une montée en compétence progressive des équipes algériennes sur une période de trois à cinq ans, avec pour objectif une maîtrise totale des opérations d’exploitation et de transformation. « À terme, ce sont les ingénieurs et techniciens algériens qui piloteront entièrement le projet », a assuré l’intervenant. Enfin, une attention particulière est accordée à l’impact environnemental. Une technologie innovante sera mise en oeuvre afin de préserver la stabilité géologique du site, consistant à remblayer les cavités après extraction avec un mélange de résidus et de ciment. Cette approche, selon les responsables, garantit une exploitation durable et respectueuse de l’environnement.

EL-MENIAA

Plusieurs opérations d'aménagement urbain en chantier

Plusieurs opérations d'aménagement urbain sont en cours de réalisation à travers la commune d'El-Meniaa, dans le cadre des efforts visant à améliorer le cadre de vie du citoyen, a-t-on appris mercredi des responsables de cette collectivité. Dotés d'une enveloppe de 270 millions DA, ces projets, qui s'inscrivent dans un vaste programme d'amélioration du cadre urbain, consistent notamment en des travaux de réalisation et d'entretien des trottoirs et des voiries dans plus d'une vingtaine de quartiers de la ville, a précisé le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), Othmane Bousbiaâ. Ces aménagements sont susceptibles de contribuer au désenclavement de certaines localités et à une fluidité du trafic routier au chef-lieu de wilaya qui a connu une forte expansion urbaine ces dernières années, a-t-il ajouté. S'agissant de l'éclairage public, le même responsable a fait savoir que ce programme prévoit également la rénovation de 1.600 sources lumineuses obsolètes. Ces projets ont pour objectif de répondre aux préoccupations des citoyens, en concrétisation des directives des autorités locales, a indiqué le P/APC, signalant que des opérations similaires ont été déjà concrétisées et ont contribué de manière significative à l'amélioration du paysage urbain. Cette dynamique d'aménagement devra insuffler un nouvel élan au développement local, en dotant El-Meniaa d'infrastructures modernes adaptées à sa croissance démographique et à son extension urbaine, a-t-il souligné.

APS

JIJEL

10 polycliniques prochainement réhabilitées

Des travaux de réhabilitation de dix (10) polycliniques seront prochainement lancés dans la wilaya de Jijel, ont fait savoir, mardi, les services de la wilaya. "Dans le cadre de l'amélioration des infrastructures de santé des différentes communes de la wilaya, et de la garantie d'un bon accueil des patients, des travaux de réhabilitation seront bientôt engagés dans 10 polycliniques", a précisé la même source. Les services de la wilaya ont ajouté que les polycliniques concernées sont situées dans les communes d'Ouled Yahia Khedrouche, d'Emir Abdelkader, de Taher, de Boucif Ouled Askar, de Djimla, de Sidi Maarouf, d'Ouled Rabah, de Djemaâ Beni Habibi, de Sidi Abdelaziz et de Chekfa. L'opération de réhabilitation, inscrite dans le cadre d'un programme global de réhabilitation des infrastructures de santé de la wilaya de Jijel, concerne également des salles de soins, d'autres polycliniques et des services médicaux dans différents hôpitaux, a encore indiqué la même source, rappelant qu'en 2025, pas moins de 39 salles de soins avaient été réhabilitées moyennant un investissement public de plus de 73 millions de dinars.

Aps

TIZI-OUZOU

Les entreprises en charge des projets de développement “tenues de se conformer aux délais contractuels”

Les entreprises en charge de projets de développement à Tizi-Ouzou sont tenues de se conformer aux délais contractuels de livraison sous peine de mesures coercitives prévues par la réglementation, a averti mardi le wali Aboubacar Essedik Boucetta, rapporte un communiqué des services de la wilaya.

M. Boucetta qui a présidé une réunion consacrée au suivi des projets inscrits dans le cadre des programmes d'appui au développement socioéconomique des collectivités locales (ADSEC) et de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL) a instruit les responsables à veiller au respect des délais contractuels de livraison des projets et de procéder à des sanctions à l'encontre des entreprises défaillantes.

Lors de cette réunion élargie à l'ensemble des responsables de l'exécutif local, il a été procédé à l'évaluation de l'avancement des opérations inscrites au titre de l'année écoulée et au lancement de celles prévues pour l'année en cours. Après présentation d'un exposé par le directeur de l'administration locale (DAL), M. Boucetta a insisté sur l'assainissement de l'ensemble des opérations inscrites et la levée immédiate des contraintes administratives et tech-

niques entravant le lancement de certains projets. Il a également mis en avant l'impératif de veiller à l'exigence de la qualité et au respect des normes techniques de réalisation ainsi qu'à l'intensification des visites de terrain pour le suivi des projets. Par ailleurs, cette réunion a été l'occasion d'évaluer l'avancement des projets inscrits au profit de certaines communes de la wilaya et de prendre des mesures visant à les dynamiser.

CONSTANTINE

Les marchés de proximité, une opportunité pour une certaine de familles productives

Au total, 96 familles productives ont participé aux marchés de proximité ouverts à Constantine, à l'occasion du mois sacré du Ramadhan, a indiqué mercredi le directeur de l'action social et de la solidarité (DASS). Les marchés de proximité ouverts dans plusieurs points de la wilaya de Constantine, ont permis à 96 familles productives d'exposer et de commercialiser leurs produits

dans une ambiance conviviale et solidaire, a souligné, Abdekader Dehimi. Les familles productives concernées ont été installées au niveau du centre-ville de Constantine, ainsi que dans les marchés de proximité ouverts à cette occasion à la circonscription administrative Ali Mendjeli et à la commune d'El Khroub. Les familles participantes ont bé-

néficié dans ce cadre d'espaces dédiés pour présenter leurs productions et rencontrer directement les consommateurs, selon le même responsable. Les familles impliquées dans cette initiative activent principalement dans les domaines de la pâtisserie traditionnelle, de l'agro-alimentaire et d'autres activités artisanales liées à la préparation de produits très prisés durant le Ramadhan

tels que les gâteaux traditionnels et divers produits alimentaires, a indiqué la même source. Cette initiative vise à encourager l'activité des familles productives et à soutenir l'économie locale, tout en offrant aux citoyens des produits authentiques à des prix accessibles, a ajouté la même source.

APS

KHENCHELA

Réception “avant fin 2026” du projet d'aménagement de la mini-zone des activités de Djellal

Le projet d'aménagement de la mini-zone des activités de la commune de Djellal dans la wilaya de Khenchela sera réceptionné "avant la fin de l'année en cours 2026", a-t-on appris mardi auprès du directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Kamel Alioui. Selon le même responsable, "le lot des travaux d'ouverture de routes et de raccordement aux réseaux d'assainissement et d'eau potable est en voie de parachèvement en attendant le lancement durant le second semestre de cette an-

née des lots de revêtement de la chaussée, d'aménagement des trottoirs et de réalisation de l'éclairage public par énergie solaire sur une superficie de 10 hectares". L'enveloppe financière allouée dans le cadre du programme complémentaire de développement pour ce projet est estimée à 271 millions DA, a précisé le même responsable. Les travaux d'aménagement de mini-zones des activités dans les communes de Bouhmama, de Touazianet, de R'mila, de Khenchela et de Metoussa sont poursuivis avec des taux

d'avancement différents, a relevé le même cadre. La wilaya de Khenchela, a-t-il rappelé, a bénéficié au titre du programme complémentaire de développement de 10 projets de réalisation dans plusieurs communes de grandes zones des activités et de mini-zones des activités sur une superficie totale de plus de 400 hectares pour une enveloppe financière globale de 4,9 milliards DA.

APS

TINDOUF

Progrès notable dans les projets de santé dans la wilaya

Le secteur de la santé dans la wilaya de Tindouf connaît un progrès notable des projets d'infrastructures sanitaires, notamment le projet de réalisation d'un hôpital d'une capacité de 120 lits, considéré comme l'un des projets de santé les plus importants en cours de concrétisation dans la région, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. Dans ce cadre, le wali de la wilaya de Tindouf, Mustapha Dahou, a affirmé dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite d'inspection de plusieurs projets sanitaires, effectuée lundi, que cet hôpital représente un acquis important pour la wilaya, soulignant que sa réalisation contribuera à renforcer les struc-

tures sanitaires existantes et à offrir des services intégrés aux habitants de la région. L'hôpital comprendra plusieurs services essentiels, notamment un service des urgences et un autre de radiologie, un laboratoire, une pharmacie centrale, des salles de soins, ainsi que divers services infirmiers, devant ainsi permettre d'assurer une prise en charge sanitaire complète, indique-t-on. Le projet comprend également un pôle pédagogique doté de 120 places destiné à la formation des personnels paramédicaux, dans le but de renforcer les ressources humaines du secteur de la santé et d'améliorer le niveau de formation et d'encadrement. Ce projet s'accompagne de la réalisation

d'autres structures sanitaires inscrites dans le cadre du programme complémentaire décidé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la wilaya, notamment un service mère-enfant et une unité d'hémodialyse d'une capacité de 24 lits au profit des patients souffrant d'insuffisance rénale, contribuant ainsi à rapprocher les soins de cette catégorie de malades. Ces infrastructures sanitaires, une fois mises en service, seront appelées à alléger la pression sur les structures existantes et à améliorer la qualité des services médicaux offerts aux citoyens, a-t-on souligné. APS

UNE ARMÉE À 1 500 MILLIARDS DE DOLLARS

Quand l'administration Trump rêve de guerres éternelles

Qu'est-ce qui constitue la sécurité nationale et comment l'atteindre au mieux ? Les dépenses militaires massives rendent-elles vraiment un pays plus sûr, et quels dangers pour la démocratie et la liberté représentent les vastes complexes militaires ? De nos jours, en Amérique, ce genre de questions est rarement abordé de manière honnête. Au contraire, l'administration Trump privilégie les préparatifs de guerre et davantage de guerres, alimentés par des augmentations potentiellement énormes des dépenses militaires, présentées de manière malhonnête comme des « recapitalisations » de la sécurité et de la sûreté des États-Unis.

2^e partie et fin

Par William J. Astore (*)

En effet, malgré l'échec spectaculaire du complexe militaro-industriel à gagner les cœurs et les esprits des Vietnamiens, des Afghans, des Irakiens et d'autres peuples en proie à des conflits à travers le monde dans diverses guerres malavisées et mensongères, il a réussi de manière spectaculaire, au fil des ans, à gagner les cœurs et les esprits de ceux qui prennent les décisions finales au sein du gouvernement américain.

Dans un paradoxe étonnant, un complexe militaire dépensier qui ne gagne presque jamais rien, tout en échappant systématiquement à toute responsabilité pour ses pertes, a désormais acquis une autorité presque illimitée sur notre territoire. Cela défie toute logique, mais la logique n'a jamais été le point fort de ce pays. En fait, tout récemment, nous avons atteint un point d'illogisme presque ultime lorsque le commandant en chef américain, véritable tyran, a insisté pour que le budget du Pentagone, déjà gonflé par des liquidités, soit augmenté de 500 milliards de dollars supplémentaires. Cela porterait bien sûr le budget annuel à environ 1 500 milliards de dollars. Je m'excuse auprès de mes amis de la Marine, mais même des marins ivres auraient du mal à dépenser une telle somme d'argent.

En bref, quoi qu'il fasse, le Pentagone, le fils prodigue de l'Amérique, n'est jamais puni. Il obtient simplement davantage.

Encore, encore, encore !

Non seulement ces dépenses militaires colossales sont néfastes pour le pays, mais elles le sont aussi pour l'armée elle-même qui, après tout, n'a pas demandé l'augmentation de 500 milliards de dollars proposée par Trump. Le fils prodigue de l'Amérique se contentait relativement bien d'un trillion de dollars de dépenses annuelles. En fait, l'augmentation du budget du Pentagone suggérée par le président n'est pas seulement imprudente, elle pourrait bien détruire non seulement ce qui reste de notre démocratie, mais aussi l'armée.

Comme toute grande institution, le Pentagone en veut toujours plus : plus de troupes, plus d'armes, plus de pouvoir, invariablement justifié par l'exagération (ou la simple création) de menaces pour ce pays. Pourtant, la clarté de la pensée, sans parler de la créativité, découle rarement de l'excès. Les périodes de vaches maigres favorisent la réflexion, tandis que les périodes de vaches grasses la freinent. Il n'y a pas si longtemps, Trump tenait parfois des propos sensés en dénonçant, pendant sa campagne électorale, le complexe militaro-industriel et ses guerres sans fin. Il est certain que bon nombre



d'Américains ont voté pour lui en 2024 parce qu'ils croyaient qu'il voulait vraiment se concentrer sur la santé et la force du pays plutôt que de poursuivre encore plus de conflits à l'échelle mondiale – et les systèmes d'armement qui les accompagnent. Malheureusement, Trump s'est transformé en seigneur de guerre, s'accaparant avidement le pétrole du Venezuela, se positionnant pour l'annexion du Groenland et de toutes ses ressources, sans hésiter à bombarder l'Iran, le Nigeria ou presque tous les autres pays. Pendant ce temps, la Chine et la Russie se profilent comme des rivaux et des menaces effrayants, presque à la hauteur des États-Unis.

Même si les partisans de Trump ont effectivement été amenés à le considérer comme un prince de la paix, le militarisme et l'impérialisme de ce pays le transcendent clairement. D'une manière générale, la guerre et le bellicisme ont toujours été des causes bipartites aux États-Unis, ce qui rend toute réforme d'autant plus difficile. Le remplacement de Trump en 2028 n'effacera pas comme par magie le militarisme profondément enraciné, les desseins impérialistes mégalomanes, ni même la possibilité d'un budget militaire de 1 500 milliards de dollars. Il est clair que « toujours plus » est le slogan bipartite qui résonne ces jours-ci au Pentagone, au Congrès et à la Maison Blanche.

S'attaquer au MICIMATTSHG, ou Blob

L'ancien analyste de la CIA Ray McGovern a inventé un acronyme utile à partir du complexe militaro-industriel classique, ou MIC. Il a créé le MICIMATT (le think-tank du complexe militaro-industriel-congressionnel-du renseignement-médiatico-universitaire) pour souligner sa croissance semblable à celle d'un blob. Et il est vrai que le Congrès et les autres sont tous profondément impliqués dans le blob. J'ajouterais un « S » pour le monde du sport, un « H » pour Hollywood et un « G » pour le secteur des jeux

(games), qui sont tous impliqués dans l'ancien MIC d'Ike, influencés par lui (et l'influençant à leur tour) et souvent subordonnés à lui. Nous avons donc maintenant le MICIMATTSHG. Rappelons-nous qu'Ike nous avait mis en garde contre « la montée désastreuse d'un pouvoir mal placé » si nous ne le contestions pas en 1961. Rappelons-nous qu'il nous avait également avertis que le MIC pourrait modifier la structure même de notre société, rendant l'Amérique beaucoup moins démocratique et beaucoup moins libre.

Que voulait-il dire par là ? Pour faire référence à un discours prononcé par Ike en 1953, il avait alors averti que nous risquions de finir par nous pendre à une croix de fer. Il avait averti que nous risquions de devenir les prisonniers du militarisme et de la guerre, de croire aveuglément qu'il fallait dépenser la sueur de nos travailleurs, le génie de nos scientifiques et le sang de nos jeunes pour poursuivre la domination militaire mondiale, tout en perdant nos convictions démocratiques et nos libertés chez nous. Et c'est exactement ce qui s'est passé, selon moi. Nous, le peuple, avons été séduits, réduits au silence ou mis à l'écart par des slogans tels que « Soutenez nos troupes » ou par des manifestations patriotiques exagérées telles que des défilés militaires, même si ceux-ci représentaient quelque chose de nettement moins triomphal à ce moment-là.

Et cela ne s'arrête jamais, n'est-ce pas ? Aujourd'hui, les Américains indiquent dans divers sondages qu'ils ne veulent pas d'une guerre contre le Venezuela ou l'Iran, mais nos opinions ne sont tout simplement pas prises en compte. De plus en plus, nous vivons dans un pays où « la force fait le droit », même si la puissance militaire a si souvent conduit à l'injustice depuis 1945.

Que faire alors ? Beaucoup de choses, mais le plus fondamental est qu'il est temps, en tant que société, de faire volte-face, puis de marcher au pas de course pour nous éloigner de la guerre perma-

nente et nous diriger vers la paix. Cela doit nécessairement conduire à une réduction importante des dépenses du Pentagone. La meilleure et la seule façon de lutter contre la croissance inexorable de la masse est de cesser de la nourrir financièrement et de cesser de la vénérer. Au lieu d'une augmentation de 500 milliards de dollars, le Congrès devrait insister sur une réduction de 500 milliards de dollars. L'approche actuelle de Trump, qui consiste à engraisser davantage la machine impériale, est un véritable cauchemar national, et en aucun cas une recette pour la grandeur américaine. En réalité, elle garantit à coup sûr un déclin accru et un effondrement final, non seulement sur le plan économique et politique, mais aussi sur le plan spirituel, exactement comme Ike l'avait prédit en 1961. Davantage de guerres et d'armes ne rendront tout simplement pas l'Amérique grande (à nouveau). Comment le pourraient-elles alors que, comme l'a si bien dit le général William T. Sherman pendant la guerre civile, la guerre est « un véritable enfer » ?

Américains, nous devons agir pour réduire le budget de la guerre, réduire l'empire, embrasser la diplomatie et œuvrer pour la paix. Malheureusement, cependant, le blob semble être devenu notre maître, une force presque imparable. N'êtes-vous pas encore fatigués d'être ses esclaves ?

À l'occasion du 250^e anniversaire de la fondation de l'Amérique, qui reposait sur la résistance à l'empire et au régime militaire, il est profondément tragique que ce pays ait rencontré l'ennemi – et cet ennemi, c'est nous. Les paroles d'Ike nous offrent ici une autre leçon. Seuls les Américains peuvent vraiment nuire à l'Amérique, a-t-il dit un jour. J'ajouterais à cela le corollaire suivant : seuls les Américains peuvent vraiment sauver l'Amérique. Alors que nous célébrons l'anniversaire de notre nation le 4 juillet prochain, ne serait-il pas merveilleux de pouvoir sauver ce pays profondément perturbé en laissant définitivement la guerre et l'empire derrière nous ? C'est certes une tâche difficile, mais déclarer l'indépendance face au puissant Empire britannique en 1776 l'était tout autant.

(*) Lieutenant-colonel à la retraite (USAF) et professeur d'histoire, est un contributeur régulier de TomDispatch et membre senior de l'Eisenhower Media Network (EMN), une organisation regroupant des vétérans militaires et des professionnels de la sécurité nationale critiques. Son substack personnel s'intitule Bracing Views.

Source : TomDispatch ;
publié le 05-02-2026
Traduit par les lecteurs
du site Les-Crises

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

CMA CGM établit des "corridors routiers alternatifs", via l'Arabie saoudite et les Emirats

L'armateur français CMA CGM a annoncé mardi qu'il allait transporter ses conteneurs de marchandises par voie terrestre à travers l'Arabie saoudite ou les Emirats pour continuer à livrer ses clients koweïtiens, bahreïnais, qatariens ou émiratis qui ne peuvent plus recevoir de navires porte-conteneurs en raison du blocage du détroit d'Ormuz.

CMA CGM va notamment utiliser le port de Jeddah, situé dans l'ouest de l'Arabie saoudite sur la mer Rouge, comme tête de pont pour des navires de marchandises venus de Chine et d'Asie, afin d'assurer "la continuité" de ses livraisons au Moyen-Orient, a indiqué le troisième armateur mondial dans un communiqué.

Le dispositif, qui reliera par camions Jeddah à Dammam (est de l'Arabie saoudite), permettra également de "connecter les flux vers la Méditerranée et l'Asie sans exposition au détroit" d'Ormuz, a précisé l'armateur. Jusqu'à présent, c'étaient les ports de Jebel Ali (Dubai), Khalifa et Sharjah aux Emirats arabes unis, qui tenaient lieu de principaux points d'entrée stratégiques pour les flux de marchandises venus d'Asie à destination des pays du Golfe. Mais, situés au nord du détroit d'Ormuz, ils sont inaccessibles aux bateaux depuis le déclenchement de la guerre dans la région et la quasi-fermeture de l'étroit passage maritime par l'Iran.

Pour désenclaver ces trois ports, CMA CGM va aussi faire arriver ses bateaux dans trois ports situés au sud du détroit, Khor Fakkan et Fujairah aux Emirats arabes unis, ainsi que Sohar, dans le sultanat d'Oman, qui seront reliés par des "corridors routiers" pour "exécuter le post-acheminement" des conteneurs.

Selon la carte des "corridors logistiques multimodaux" envoyée par l'armateur à la presse, CMA CGM prépare aussi des livraisons alternatives routières au départ du port jordanien d'Aqaba, en direction de Bagdad ou Bassorah en Irak. Pour livrer le nord de l'Irak, il prévoit d'utiliser des liaisons routières au départ du port de Mersin en Turquie.

Agence

EGYPTE

Vers le forage de 17 puits d'exploration d'ici 2027

Lors de l'assemblée générale de la Société égyptienne holding pour les gaz naturels (EGAS) dédiée au budget 2026/2027, le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales a également annoncé le versement du reliquat des impayés aux partenaires étrangers, afin de stimuler la production locale de gaz et de réduire la facture d'importation.

R I/Agence

Le ministre égyptien du Pétrole et des Ressources minérales, Karim Badawi, a annoncé vendredi 13 mars le versement du reliquat des impayés aux partenaires étrangers, conformément aux directives présidentielles, afin de stimuler la production locale de gaz et de réduire la facture d'importation.

Lors de l'assemblée générale de la Société égyptienne holding pour les gaz naturels (EGAS) dédiée au budget 2026/2027, le ministre a souligné que cette mesure constitue un « message de confiance fort » envers les investisseurs internationaux. Badawi a précisé que « l'objectif est d'intensifier l'exploration pour répondre aux défis actuels, tout en adoptant des modèles économiques plus flexibles pour attirer les grandes compagnies pétrolières mondiales », selon un communiqué du ministère.

Projets et nouvelles explorations

Pour l'exercice 2026/2027, la stratégie d'EGAS prévoit le forage de 17 puits d'exploration au cours du prochain exercice budgétaire et le lancement de la première phase d'un projet de levé sismique en Méditerranée orientale durant la seconde moitié de l'année.

Le plan inclut également la mise en production de 51 nouveaux puits durant cette période, complétant ainsi les projets de développement en cours, tels que les sites de West Denis-1 et Sirius.

Par ailleurs, les autorités poursuivent leurs efforts pour renforcer l'infrastructure ga-



zière et étendre l'accès au gaz naturel aux ménages. Environ 385 000 logements ont été raccordés au réseau durant le premier semestre de l'exercice en cours, tandis que le plan prévoit d'atteindre 800 000 logements d'ici 2026-2027.

Le programme inclut également le raccordement de 841 villages dans le cadre de l'initiative présidentielle « Vie décente », dont 675 ont déjà été achevés.

Badawi a également insisté sur la nécessité de se préparer tôt à la saison estivale en accélérant le raccordement des nouveaux puits à la carte de production et en intensifiant les opérations de maintenance.

Il a également qualifié le recours aux navires de regazéification de « solution stratégique urgente » pour sécuriser les besoins du pays en gaz naturel liquéfié (GNL) importé, garantissant ainsi la stabilité des secteurs de l'électricité et de l'in-

dustrie.

Ces annonces interviennent dans un contexte de fortes tensions sur les marchés énergétiques mondiaux. Le ministère égyptien du Pétrole a récemment annoncé une hausse immédiate de 3 livres égyptiennes du prix des carburants, soit une augmentation comprise entre 14 % et 30 %, à la suite de l'escalade militaire au Moyen-Orient.

L'offensive militaire américano-israélienne contre l'Iran et les frappes de représailles menées par Téhéran contre des bases américaines ont perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Les tensions dans le détroit d'Ormuz, par lequel transite environ 20 % de la production mondiale de pétrole, ont provoqué une quasi-paralysie de la navigation et une hausse importante des coûts d'assurance et de fret maritime.

TUNISIE

Le secteur du ciment fournit 4 000 emplois

La Cheffe du gouvernement a souligné, lors d'un conseil ministériel restreint consacré à l'examen de la restructuration de la Cimenterie de Bizerte, la nécessité de soutenir l'entreprise, d'engager sa relance et de la sauver de la si-

tuation difficile qu'elle traverse, afin de garantir sa pérennité en tant que pilier économique et de lui permettre de retrouver sa place sur le marché ainsi que son rayonnement à l'échelle locale, régionale et internationale.

Elle a indiqué que le secteur du ciment, qui compte neuf (9) entreprises productrices de ciment pour une capacité de production avoisinant les 12 millions de tonnes, constitue un secteur vital en Tunisie, avec une capacité d'emploi

dépassant les 4 000 postes. Elle a également mis en avant sa contribution au développement ainsi qu'à l'apport en devises grâce aux exportations et à l'ouverture sur les marchés extérieurs.

R I

MAURITANIE

Les demandes de permis de construire dématérialisées

Khidmaty est le portail numérique national de la Mauritanie. Il regroupe déjà plusieurs services administratifs. Les autorités continuent d'y intégrer de nouvelles procédures afin de simplifier les démarches et d'améliorer le quotidien des citoyens.

Le gouvernement de la Mauritanie poursuit la digitalisation de ses services administratifs. Les autorités ont annoncé le jeudi 12 mars la mise en ligne du service de demande de permis de construire sur la plateforme numérique Khidmaty. Le dispositif est

désormais accessible dans les neuf communes de la capitale, Nouakchott. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de modernisation de l'administration publique, qui vise à simplifier les démarches des citoyens et à améliorer l'efficacité du traitement des dossiers. Grâce à ce nouveau service, les demandeurs peuvent désormais déposer leur dossier de permis de construire directement en ligne, sans avoir à se déplacer auprès des différentes administrations concernées. Les permis délivrés par ce système disposent d'une pleine valeur juridique.

Leur authenticité peut être vérifiée instantanément par les agents de contrôle sur le terrain, ce qui réduit les risques de fraude ou de falsification.

« Le parcours repose sur le principe du "dossier complet dès le dépôt". Ce dispositif garantit à l'utilisateur un traitement sans interruption pour pièce manquante. Le citoyen soumet sa demande depuis son smartphone et suit chaque étape en temps réel », explique le ministère chargé des TIC.

Et d'ajouter : « le paiement est unique-dû après validation complète du dossier par les autorités compétentes.

Les tarifs sont approuvés par les conseils municipaux et connus à l'avance. Le paiement est effectué via les portefeuilles numériques nationaux ».

À travers cette initiative, la Mauritanie entend accélérer la digitalisation de ses services publics et faciliter l'accès des citoyens aux démarches administratives. Selon le département des Affaires sociales des Nations Unies, le pays affichait en 2024 un score de 0,3491 sur 1 à l'indice mondial de l'administration en ligne. Ce score est en dessous de la moyenne continentale

NAMIBIE

Le Japon structure son pari sur la mine de terres rares Lofdal

Dans un contexte géopolitique de plus en plus tendu, la sécurisation des minéraux critiques essentiels à l'industrie figure parmi les priorités des grandes puissances. Le Japon s'active déjà autour de nouvelles chaînes d'approvisionnement, en particulier dans le secteur des terres rares.

R I/Agence

Mardi 17 mars, Namibia Critical Metals (NCMI) a annoncé la sélection de l'industriel japonais Toyota Tsusho comme nouveau partenaire industriel clé dans le cadre du développement de son projet de terres rares Lofdal, en Namibie. Cette avancée illustre le renforcement progressif de la présence nipponne sur ce futur site minier, déjà contrôlé à 40 % par la Japan Oil, Gas and Metals National Corporation (JOGMEC). Dans le détail, la compagnie explique que l'arrivée de Toyota Tsusho s'inscrit dans le cadre de la participation de JOGMEC dans le projet Lofdal. Cette intégration lui permet, ajoute-t-elle, de s'appuyer sur l'expertise d'un acteur expérimenté dans le développement des minéraux critiques, tout en disposant d'un potentiel acheteur

pour la future production de la mine namibienne. Toyota Tsusho exploite en effet depuis plus de dix ans une usine de raffinage de terres rares en Inde. « La participation de Toyota Tsusho représente une étape stratégique majeure pour le projet Lofdal. Rares sont les projets d'exploitation des terres rares à l'échelle mondiale qui bénéficient d'un soutien gouvernemental stratégique aussi important et d'un leadership industriel aussi affirmé que celui que représente ce partenariat. Cela renforce les chances de Lofdal de devenir un fournisseur durable de terres rares lourdes critiques aux marchés mondiaux », a déclaré Darrin Campbell, président de NCMI. Avec une production annuelle moyenne estimée à 1 478 tonnes d'oxydes de terres rares (TREO), Lofdal se positionne comme une future source alternative à l'offre chinoise de ces métaux indispensables

à l'industrie des éoliennes et des véhicules électriques. Pour le Japon, qui cherche à réduire sa dépendance à la Chine, renforcer sa présence sur ce projet constitue une stratégie prudente pour sécuriser ces flux. Reste à voir de quelle manière l'intégration de Toyota Tsusho contribuera concrètement à ces dynamiques. Pour l'instant, le projet en est encore à la phase de pré-construction, et des études complémentaires restent nécessaires pour affiner son profil. Aucun calendrier précis n'a été communiqué pour son développement, dont le coût total est estimé à 347,9 millions USD. L'avancement de Lofdal pourrait aussi s'avérer déterminant pour la Namibie, qui y verrait une future source de revenus miniers. À noter que 5 % des parts du projet sont réservées aux communautés défavorisées.

AGRICULTURE

Le Kenya obtient l'accès sans droits de douane au marché chinois

Au Kenya, le secteur agricole contribue à hauteur de 22,5 % au PIB et emploie environ 46 % de la population active. Le gouvernement est à l'affût des opportunités commerciales pour accroître la contribution du secteur aux recettes d'exportation. Les produits agricoles kenyans peuvent désormais entrer sur le marché chinois sans droits de douane à compter du 1er mai prochain. C'est ce qu'a annoncé le lundi 16 mars Mutahi Kagwe, ministre de l'Agriculture, après une rencontre avec Guo Haiyan, l'ambassadrice de Chine au Kenya. Selon le responsable, ce feu vert accordé par Pékin s'inscrit dans le cadre de la mise en

œuvre des accords commerciaux conclus lors de la visite d'État du président William Ruto en Chine du 22 au 26 avril 2025. « La suppression des tarifs signifie que des produits tels que le thé, le café, l'avocat, les noix de macadamia, les fleurs et les produits horticoles frais entreront désormais sur le marché chinois de plus de 1,4 milliard de consommateurs sans droits de douane, ce qui améliorera considérablement la compétitivité du Kenya », a déclaré M. Kagwe. Cette annonce intervient alors que Nairobi cherche à renforcer ses exportations agricoles vers la Chine. Le gouvernement annonçait par exemple en mai

2025 son intention de porter le volume annuel de thé exporté vers ce marché à 50 000 tonnes d'ici 2030, soit près de quatre fois le niveau de 2024 (12 420 tonnes). Quelques mois plus tôt, en février, l'Autorité agricole et alimentaire (AFA) révélait que la filière café a entamé des négociations avec des importateurs chinois dans le cadre d'une stratégie visant à augmenter ses expéditions vers l'empire du Milieu. À l'époque, aucun objectif de volume précis n'avait encore été officiellement fixé. Quoi qu'il en soit, les autorités misent sur la suppression des droits de douane pour augmenter les recettes d'exportation agricole. Ce développement

peut également renforcer la position du Kenya comme l'un des rares pays africains exportateurs nets de produits alimentaires. Selon l'édition 2025 de l'Africa Agricultural Trade Monitor (AATM), un rapport annuel analysant les tendances du commerce agricole pour l'Afrique, la première économie d'Afrique de l'Est a enregistré un excédent commercial agricole moyen de 1,2 milliard USD par an entre 2019 et 2023. Sur la période considérée, cette performance plaçait le Kenya comme le troisième exportateur net de produits agricoles sur le continent africain derrière l'Afrique du Sud et la Côte d'Ivoire.

AGENCE

AGRICULTURE DURABLE L'OIF soutient un programme d'autonomisation de femmes rurales dans le Kloto

Dans la commune de Kloto 1, un projet combinant agriculture biologique et énergie renouvelable a été lancé le lundi 16 mars 2026 à Kpalimé. Baptisée « EcoFemmes : Agriculture bio et énergie verte », l'initiative a pour objectif de renforcer les capacités économiques de 130 femmes rurales, grâce à un financement de plus de 52 millions de FCFA de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), sur une période de 36 mois. Le projet sera opérationnalisé sur deux sites agricoles, à Volové et à Nyivé Wodomé, couvrant une superficie totale de plus de 3 hectares. Il prévoit notamment la mise à disposition d'espaces agricoles sécurisés pour favoriser la production biologique et améliorer les rendements. « Nous avons sécurisé les terrains pour que les femmes puissent produire en toute sérénité. C'est une étape cruciale pour leur autonomisation », a déclaré Mme Essi Mansan Sèna Chakpla, coordonnatrice de l'ONG AIL, en charge du pilotage opérationnel du projet. L'initiative intègre également un volet énergétique avec l'installation de biodigesteurs destinés à produire du biogaz. Selon la coordinatrice, les bénéficiaires seront également « formées à la production de biofertilisants, de bioprotecteurs, de biogaz, ainsi qu'aux techniques d'agriculture durable afin qu'elles deviennent elles-mêmes productrices de biofertilisants », a-t-elle ajouté. Au-delà de la production, les bénéficiaires recevront des formations en transformation des produits agricoles, en gestion financière, en entrepreneuriat et en marketing digital. L'objectif est de faciliter leur accès aux marchés et d'accroître la valeur ajoutée des productions locales. Dix volontaires seront formées à la construction de biodigesteurs afin de diffuser cette technologie dans les communautés rurales. Cette approche vise à réduire l'usage du bois de chauffe et du charbon, tout en limitant les émissions liées aux pratiques énergétiques traditionnelles.

Agence

SATELLITE D'OBSERVATION TERRESTRE

L'Angola engage 259 millions USD

Jusqu'ici, l'Angola dépend des données satellitaires étrangères pour l'observation terrestre. Une dépendance qui, malgré des ambitions croissantes dans le spatial, freine son autonomie en gestion des ressources, surveillance environnementale et planification stratégique. Les autorités angolaises ont procédé, lundi 16 mars, au lancement officiel du projet de construction et de mise en orbite du premier satellite d'observation de la Terre du pays, ANGEO-1. D'un coût estimé à environ 225 millions d'euros (259 millions USD), l'appareil est développé en partenariat avec Airbus. Les travaux ont été lancés dans les lo-

caux d'Airbus Defence and Space à Toulouse, en France, par Mário Augusto da Silva Oliveira (photo), ministre des Télécommunications, des Technologies de l'Information et de la Communication sociale. Lors de la cérémonie, le ministre a souligné qu'ANGEO-1 permettra à l'Angola d'accéder de manière souveraine et directe à plus de 1 000 images à haute résolution par jour, d'après un communiqué du Bureau de gestion du Programme spatial national (GGPEN) qui faisait partie de la délégation angolaise. « Cette capacité sera essentielle pour soutenir le développement économique, la gestion durable des res-

sources naturelles et la sécurité du territoire, renforçant la capacité du pays à élaborer des politiques publiques et à prendre des décisions stratégiques fondées sur des données concrètes », peut-on lire dans le communiqué. Le projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme spatial national. Les autorités ambitionnent « de transformer la République d'Angola d'un simple utilisateur de services, de produits et de technologies spatiales en un opérateur et producteur de ces mêmes technologies, assurant ainsi son indépendance technologique spatiale ». Outre les télécommunications, un programme d'observation de la

Terre est également prévu, visant la surveillance environnementale, l'agriculture de précision, la gestion des ressources naturelles et la prévention des catastrophes. Dans ce contexte, le président de la République, João Lourenço, a annoncé en octobre 2025 la création de l'Agence spatiale angolaise. Le « Livre blanc des TIC 2023-2027 » prévoit également la création d'un centre d'études spatiales, la formation d'experts nationaux, ainsi que le développement d'infrastructures de communication, de navigation et de météorologie.

R I.

BOURSE ZURICH

Le SMI plombé par le pétrole à l’ouverture

La Bourse suisse a débuté la séance en baisse jeudi, inquiète du regain de tensions au Moyen-Orient qui ont poussé le baril de Brent au-dessus des 100 dollars pendant la nuit. Les investisseurs devront par ailleurs digérer une nouvelle salve de résultats.

R I/Agence

La hausse du pétrole a ravivé les craintes d'un retour de pressions inflationnistes", commente John Plassard de Cité Gestion. Dans le même temps, le scénario d'une désescalade rapide que certains observateurs envisageaient encore il y a quelques jours semble aujourd'hui beaucoup moins évident", poursuit l'expert. Jeudi matin, le pétrole poursuivait sa hausse, en dépit de l'annonce d'une mobilisation massive des réserves stratégiques d'or noir - 400 millions de barils - par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), afin d'atténuer les conséquences de la guerre au Moyen-Orient. Vers 07h45, le baril de Brent grimpait de 6,62% à 98,07 dollars, celui du WTI de 6,32% à 92,76 francs suisses. "L'annonce de l'AIE était à la hauteur des attentes, elle aurait pu apporter un certain

soulagement", note Ipek Ozkardeskaya de Swissquote. "Mais elle a plutôt alimenté la hausse des prix du pétrole, comme cela avait été le cas lors du déblocage au début de la guerre en Ukraine". Car pour certains observateurs, cette nouvelle accroît les craintes que la guerre se prolonge. "Le pétrole ne reviendra guère à des niveaux susceptibles de modérer les craintes inflationnistes tant que les tensions géopolitiques ne se seront pas sensiblement apaisées", résume l'analyste vedette de la banque glandoise. Sur le front macroéconomique, les experts scruteront la balance commerciale et l'indice des prix à la production aux Etats-Unis. Sous nos latitude, l'agenda du jour est occupé par une nuée de résultats d'entreprises. Vers 09h15, le SMI cédait 1,11% 12'814,25 points, le SLI perdait 0,80% à 2037,74 points et le SPI 0,46% à 17'876,79 points.

Roche hors dividende

Parmi les trente principales valeurs, seul six avançaient, quand les vingt-quatre autres reculaient. Swiss Life (-4,1%) tombait dans le fond du classement, en dépit d'entrées de primes en hausse et d'un bénéfice stable l'an dernier. Roche (bon -3,6%) le précédait de peu, traité hors dividende de 9,80 francs suisses par action. Les autres poids lourds UBS (-0,6%), Nestlé (-0,5%) et Novartis (0,2%) ne remontaient guère l'indice. Le mastodonte des douches et toilettes Geberit (-1,1%) a vu sa rentabilité ébréchée par la fermeture annoncée en début d'année dernière de l'usine de céramique de Wesel, en Allemagne. Sur le marché élargi, Accelleron s'envolait (+13,9%). La firme a enregistré une poussée de croissance de près d'un quart de ses

recettes l'an dernier. La rentabilité opérationnelle a suivi une courbe similaire, tout comme la rémunération proposée aux actionnaires. Bachem prenait aussi de la hauteur (+6,6%) après avoir progressé sur tous les fronts en 2025, dépassant les attentes des analystes. Polypeptide (+5,3%) gagnait aussi du terrain. Le sous-traitant pharmaceutique a vu sa perte se creuser l'an dernier, se disant toutefois confiant en matière d'objectifs annuels et à moyen terme. Il ne proposera pas de dividende lors de l'assemblée générale. Kardex (+4,4%) profitait de la progression de ses ventes l'an dernier, en dépit d'un effet comptable lié à une acquisition qui a plombé son bénéfice net. A l'inverse, les investisseurs boudaient la performance robuste d'Autoneum (-0,7%) l'an dernier, faisant fi des perspectives prudentes pour cette année.

POINT-MARCHÉS

L’Europe boursière tient le cap avant la Fed

Les principaux indices européens tiennent bon ce mercredi matin, soutenus par l'accalmie relative observée sur le front du pétrole. Vers 10h00, le CAC 40 s'adjuge 0,59% à 8 021 points, dans la même veine que l'Euro Stoxx 50 (0,64%) et du Dax (0,48%). Les Bourses européennes tiennent le cap au coeur d'une actualité chargée, entre publications de résultats, le verdict attendu de la Fed ce soir et un contexte géopolitique assombri par 19 jours de conflit en Iran. Tous les yeux seront braqués en fin de journée sur la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, avant les verdicts de la BCE, de la BoE, de la BOJ et de la BNS demain. "La tâche va être compliquée pour Powell ce soir alors que les signaux de stress sur le marché se multiplient, la pression de la Maison Blanche pour baisser les taux est intense et que les effets au niveau de la croissance et de l'inflation de la guerre en Iran sont encore incertains. Pour la première depuis le début du cycle de baisse des taux, le marché monétaire estime que la probabilité d'une hausse des taux par la Fed au cours des trois prochains mois est désormais supérieure à celle d'une baisse. Il y a un mois, personne n'y aurait cru. Ce qui est certain, à ce stade, c'est que plus les prix de l'énergie vont rester élevés, plus cela va poser un problème", souligne Christopher

Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. Sur le front énergétique, les cours de l'or noir se détendent timidement alors que l'Irak a signé un accord pour relancer ses exportations de pétrole via la Turquie, contournant le détroit d'Ormuz, tandis que l'Arabie saoudite redirige aussi une partie de ses flux vers la mer Rouge. Le Brent recule de 0,68% à 102,75 USD le WTI de 1,48% à 93,84 USD.

Des valeurs en mouvement

Dans l'actualité des sociétés, Bolloré s'envole de près de 15% en bourse après l'annonce d'un dividende exceptionnel de 1,50 EUR par action. Valneva (0,85%) est bien orienté alors que le fabricant de vaccins a dévoilé résultats annuels plus dégradés qu'attendu par les analystes. Exail Technologies bondit de plus de 7% après avoir fait état d'une hausse de 87% de ses commandes en 2025 et d'un Ebitda en progression de 40%. Le groupe de défense table sur une nouvelle hausse cette année dans un marché "très porteur" lié aux tensions au Moyen-Orient. Enfin, Virbac avance de plus de 2% dans le sillage de sa publication annuelle. Sur le marché des changes, l'euro s'effrite de 0,08% à 1,1529 USD.

R I.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 18 Mars 2026
Valeur : 20 Mars 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.0001	132.0151
1	EUR	EURO		152.1565	152.1870
1	GBP	POUND STERLING		176.2116	176.2551
100	JPY	JAPANESE YEN		83.1235	83.1382
1	CNY	CHINESE YUAN		19.1933	19.1980
1	CHF	SWISS FRANC		167.8323	167.9154
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.2521	96.2841
1	DKK	DANISH KRONE		20.3606	20.3652
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.2084	14.2134
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.7698	13.7744
1	AED	UAE DIRHAM		35.9340	35.9528
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.1522	35.1581
1	KWD	KUWAITI DINAR		430.3883	430.5776
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.5563	45.0041
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.0742	14.0758
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.5685	20.6739
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3175	3.3278
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.5533	179.5533

AVEC LA BAISSSE DES PRIX DU PÉTROLE

La Bourse de Paris dans le vert

La Bourse de Paris évolue dans le vert mercredi, profitant d'un certain recul des prix du pétrole, avant les réunions de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) et de la Banque centrale européenne (BCE). Vers 9H30 (heure de Paris), le CAC 40 prenait 0,63%, à 8.025,52 points, en hausse de 51,03 points. La veille, l'indice vedette parisien avait déjà progressé de 0,49%, à 7.974,49 points. "Le repli marqué du pétrole soutient le sentiment des investisseurs", relève John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement de Cité Gestion Private Bank.

Les prix de l'or noir reculent mercredi, après que l'Irak a annoncé la reprise d'une fraction de ses exportations pétrolières, soit 250.000 barils de pétrole par jour, acheminés par oléoduc jusqu'à un port turc, après un accord avec les autorités du Kurdistan autonome irakien. Ces dernières étaient jusque-là bloquées par la quasi-paralysie du stratégique détroit d'Ormuz depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, qui a fait flamber les prix du pétrole ces deux dernières semaines. Vers 9H20, le baril de West Texas Intermediate (WTI), référence américaine, perdait 1,20% à 102,18 dollars. Le baril de Brent de la mer du

Nord, référence du marché mondial, cédait 2,62% à 93,69 dollars. Or, "la détente durable des marchés pétroliers est la condition première d'une stabilisation des marchés boursiers", selon Jochen Stanzl, analyste pour CMC Markets.

Cap sur les banques centrales

Une certaine accalmie s'observait aussi sur le marché de la dette: le taux d'intérêt à échéance dix ans français reculait à 3,53%, contre 3,55% la veille. Son équivalent allemand, référence en Europe, atteignait 2,88%, contre 2,90% la veille. Les taux ont flambé ces dernières

semaines en raison des craintes de regain d'inflation en Europe face à la hausse des prix du pétrole. Les investisseurs se tournent désormais vers les réunions de plusieurs banques centrales. Mercredi soir (heure de Paris), c'est la Fed, qui concentrera l'attention. L'institution américaine devrait conserver ses taux à leur niveau actuel. Elle pourrait aussi montrer qu'elle n'est pas prête à les baisser en raison des craintes d'un regain d'inflation causé par la guerre. Le "ton du communiqué de la Fed et de la conférence de presse de Jerome Powell", son président, "détermineront la réaction des marchés",

relève Kathleen Brooks, analyste pour XTB, qualifiant cet exercice de "délicat". Suivra ensuite la Banque centrale européenne (BCE) jeudi. Sa présidente Christine Lagarde a déjà affirmé que l'institution monétaire ferait tout ce qui est "nécessaire" pour que "l'inflation soit sous contrôle" malgré la flambée des prix de l'énergie. Bolloré SE, qui regroupe des activités contrôlées par la famille Bolloré dans le transport, la logistique et la communication, prenait 14,10% à 4,98 euros, après avoir proposé mardi soir de verser un dividende exceptionnel "de 1,50 euro par action" au titre de son exercice 2025.

SUR FOND DE VIVES TENSIONS ENTRE TOKYO ET PÉKIN

Le nombre de touristes chinois en chute libre au Japon

L'archipel a accueilli le mois dernier 396.400 visiteurs de Chine continentale, selon l'Agence japonaise du tourisme, un chiffre en baisse de 45,2% sur un an, malgré le Nouvel an lunaire tombé cette année en février.

R I/Agence

Le nombre de touristes chinois au Japon en chute libre. Il a dégringolé de 45% sur un an en février en dépit des congés du Nouvel an lunaire, selon des chiffres officiels publiés ce mercredi 18 mars, sur fond de vives tensions entre Tokyo et Pékin qui les amènent à privilégier d'autres destinations. Cela n'a pas empêché le Japon d'accueillir des nombres record de visiteurs venus de 18 autres pays (Corée du Sud, Taïwan, France, États-Unis...). L'archipel a accueilli le mois dernier 396.400 visiteurs de Chine continentale, selon l'Agence japonaise du tourisme, en baisse de 45,2% sur un an, malgré le Nouvel an lunaire tombé cette année en février (contre janvier en 2025), une période où de nombreux Chinois voyagent à l'étranger. Sur les mois combinés de janvier et février, le plongeon est de 54% en glissement annuel. Les chiffres reflètent la détérioration des relations des deux puissances depuis que la première ministre japonaise Sanae Takaichi a suggéré en novembre que Tokyo pourrait intervenir militairement si la Chine attaquait Taïwan, île dont Pékin revendique la souveraineté. Ces déclarations ont provoqué la colère de Pékin, qui a déconseillé à ses ressortissants de se rendre au Japon en raison de «risques importants» pour leur sécurité.

Les visiteurs chinois se tournent vers la Corée du Sud ou la Thaïlande

De quoi alarmer le secteur du tourisme, la Chine étant l'an dernier la première source de visiteurs étrangers au Japon. «Alors que de nombreuses destinations touristiques prisées en Asie semblent avoir enregistré un afflux massif de touristes chinois, leur nombre au Japon est resté atone en raison des tensions politiques persistantes», notaient récemment les experts du cabinet Oxford Economics. Le climat politique les a incités à choisir d'autres pays : le nombre de visiteurs chinois en Thaïlande a augmenté de 4,24% en janvier-février par rapport à la même période l'an dernier, avec un bond de 82% en février. Et en janvier (derniers chiffres en date), la Corée du Sud a connu un bond d'environ 15% sur un an du nombre de voyageurs chinois, à 418.700 personnes. «Pour la Corée, l'amélioration des relations politiques, l'instauration d'un régime d'exemption de visa pour les groupes et la faiblesse du won ont constitué de puissants facteurs d'attraction. Et les efforts déployés par Bangkok pour promouvoir le tourisme semblent porter leurs fruits» après des craintes sécuritaires en 2025, note Oxford Economics. Alors que la saison des cerisiers en fleurs battra son plein au Japon vers fin mars/début avril, le retour des touristes

chinois reste incertain. Contacté, un hôtel de la baie de Tokyo a indiqué que le nombre de clients chinois «a été divisé par deux depuis novembre», une tendance prévue aussi en mars et en avril, même si d'autres hôtels assurent ne pas enregistrer d'impact significatif.

Nombre record de visiteurs étrangers au Japon

En dépit du recul des voyageurs chinois, l'archipel a enregistré en février une hausse de 6,4% sur un an pour l'ensemble des visiteurs, toutes origines confondues, à 3,47 millions de personnes. La Chine est désormais supplantée par la Corée du Sud comme première origine de visiteurs : le nombre de voyageurs sud-coréens en février a bondi de 28,2% pour atteindre 1,09 million, et celui des Taïwanais a bondi de 36,7% pour s'établir à 693.600, dans les deux cas des niveaux historiques. Les touristes occidentaux restent aussi séduits : le nombre de visiteurs venus de France s'est envolé de 15,4% sur un an, à 30.600 personnes. Le nombre des voyageurs allemands a grimpé de 17,5% et celui des Américains de 14,7%. Au total, 18 pays - dont ces trois-là - ont même battu des records de visiteurs. Au-delà de l'attractivité du pays via la culture, la nourriture et les paysages, dont le mont Fuji, cette affluence s'explique aussi par l'affaiblissement du yen, qui rend la destination meilleur marché.

CORÉE DU SUD

Séoul obtient 18 millions de barils de pétrole supplémentaires des Émirats

La Corée du Sud va recevoir 18 millions de barils de pétrole supplémentaires en provenance des Émirats arabes unis, a annoncé mercredi Séoul, quand la guerre au Moyen-Orient perturbe l'approvisionnement en or noir et fait grimper les prix. Environ 70% des importations de pétrole brut de la Corée du Sud transitent par le détroit d'Ormuz, bloqué par l'Iran depuis le début de l'offensive américano-israélienne sur le pays le 28 février. «Les Émirats arabes unis

fourniront six millions de barils via trois navires battant pavillon émirati, et 12 millions de barils supplémentaires seront livrés par six navires battant pavillon sud-coréen», a annoncé Kang Hoon-sik, chef de cabinet du président, en conférence de presse. Ils livreront le pétrole par des «canaux d'approvisionnement diversifiés», a-t-il précisé, sans donner plus de détails sur l'itinéraire. «Étant donné que 70% du pétrole brut que nous importons transite par le détroit d'Ormuz, il est urgent

de garantir des voies d'approvisionnement alternatives qui contournent le détroit», a-t-il ajouté. Le pays, huitième plus grand consommateur mondial de pétrole brut, a également conclu un accord avec les Émirats arabes unis lui permettant de «procéder à des achats d'urgence de pétrole brut à tout moment». Il fait suite à un précédent accord, prévoyant l'importation d'environ quatre millions de barils de pétrole des Émirats arabes unis et autori-

sant Séoul à utiliser sur demande jusqu'à deux millions de barils provenant des réserves stratégiques, détenues conjointement, que les Émirats stockent en Corée du Sud. La guerre au Moyen-Orient a poussé Séoul à plafonner les prix des carburants pour la première fois en près de 30 ans. Le pays consommait environ 2,5 millions de barils par jour à la fin de l'année 2024, selon Worldometer, qui fournit des statistiques internationales.

Agence

FLAMBÉE DU BRUT

La compagnie aérienne scandinave SAS va annuler au moins un millier de vols en avril

La compagnie aérienne scandinave SAS va annuler au moins un millier de vols en avril en raison de la flambée pétrolière, a déclaré mardi son directeur général Anko van der Werff au quotidien économique suédois Dagens Industri (DI). "Le prix du kérosène a doublé en dix jours. Même si nous essayons d'absorber ces hausses de coûts autant que possible, c'est un choc qui touche directement l'industrie aérienne", dit-il. SAS avait été l'une des premières compa-

gnies à annoncer le 10 mars une hausse de ses prix pour tenir compte de l'envolée des cours du kérosène. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence du marché mondial du pétrole, a dépassé à plusieurs reprises la barre des 100 dollars ces derniers jours. "Nous annulons quelques centaines de vols en mars, mais nous essayons de préserver notre trafic autant que possible", a dit le dirigeant. "Après Pâques, nous verrons davantage de vols annulés, car il y a de toute façon tou-

jours un ralentissement à cette période. Pour avril, cela concerne au moins un millier de vols. Mais il faut mettre cela en perspective avec nos 800 vols quotidiens, ce ne sont donc pas des mesures drastiques", a-t-il ajouté. La plupart des annulations en mars concernent des vols domestiques en Norvège, une poignée seulement affectant la Suède et le Danemark, avait indiqué un peu plus tôt SAS.

APS

SRI LANKA

Ralentissement de la croissance après le passage du cyclone Ditwah

L'économie du Sri Lanka a affiché un taux de croissance de 4,8% en rythme annuel au dernier trimestre de l'année 2025, en recul après le passage en novembre du cyclone Ditwah qui a fait 641 morts, selon les statistiques publiées mercredi 18 mars. La catastrophe naturelle, la plus meurtrière dans l'île d'Asie du Sud depuis le tsunami de 2004, a causé pour plus de 4 milliards de dollars de dégâts, notamment aux infrastructures, selon l'évaluation de la Banque mondiale. Malgré le ralentissement des trois derniers mois de 2025 - la croissance avait atteint 5,6% au dernier trimestre 2024 - le produit intérieur brut (PIB) sri-lankais a progressé de 5% sur l'ensemble de l'année dernière, comme en 2024, a relevé le bureau du recensement et des statistiques. La montée en puissance de la production d'électricité, la fin de l'interdiction d'importer des véhicules en place depuis cinq ans et la bonne tenue de la roupie sri-lankaise ont contribué à soutenir l'activité, selon le bureau. Le Sri Lanka se relève lentement de la pire crise financière de son histoire en 2022, lorsque l'épuisement de ses réserves de devises étrangères l'avait contraint à rationner nourriture, carburant ou médicaments et causé une grave récession (-7,3% du PIB). Des manifestations violentes avaient alors contraint le président de l'époque, Gotabaya Rajapaksa, à la démission. Le Fonds monétaire international (FMI) lui avait accordé un an plus tard une aide d'urgence de 2,9 milliards de dollars, en échange d'une sévère cure d'austérité. Élu en 2024, le premier président de gauche de l'histoire de l'île, Anura Kumara Dissanayake, a maintenu la plupart des mesures d'austérité alors mises en place. À la fin de l'année dernière, la Banque mondiale avait estimé que la reprise économique restait «irrégulière et incomplète», en soulignant que de nombreux ménages n'avaient pas encore retrouvé leur niveau de vie d'avant 2022. L'institution internationale anticipe une croissance de 4,6 % de l'économie sri-lankaise en 2026.

Agence

APRÈS UNE NOUVELLE PANNE GÉNÉRALE Cuba rétablit progressivement le courant

Cuba rétablissait progressivement le courant mardi après une nouvelle panne générale. A la mi-journée, près de 45% des foyers de La Havane, où vivent 1,7 million d'habitants, avaient de nouveau du courant, a annoncé la compagnie nationale d'électricité (UNE). Les autorités n'ont pour l'heure pas donné d'information sur l'origine de la coupure générale qui s'est produite lundi à la mi-journée, indiquant seulement qu'aucune panne n'avait été détectée sur le réseau. Mardi matin, "le réseau électrique est rétabli de Pinar del Rio" à l'extrême ouest "jusqu'à Holguin" dans le centre-est du pays, soit plus des deux tiers du pays, ont fait savoir les autorités.

APS

LE DSA EUROPÉEN FAIT FINALEMENT PLIER ELON MUSK

Les choses vont changer sur X

X, anciennement Twitter, a finalement cédé face à la pression de la Commission européenne. L'entreprise va modifier l'une des fonctionnalités privilégiées d'Elon Musk.

Rappelez-vous. Lorsque le milliardaire a racheté le réseau social en 2022, l'une des premières mesures qu'il a implantées concernait la vérification des compte. Jusqu'alors, la fameuse coche bleue était réservée aux personnalités publiques, susceptibles d'être usurpées. Il s'agissait avant tout d'un gage d'authenticité. Musk a tout chamboulé en la rendant payante et accessible à n'importe qui moyennant un abonnement X Premium. En conséquence, le badge bleu a perdu sa signification originelle, brouillant la frontière entre comptes authentifiés et simples abonnés. Et c'est précisément ce qui n'a pas plu aux autorités européennes.

X va apporter des corrections

Après une enquête de deux ans, la Commission a infligé une amende de 120 millions d'euros à X en décembre dernier. Selon les régulateurs, le nouveau système de vérification enfreint le Digital Services Act (DSA), dont l'objectif est de protéger les utilisateurs européens contre les pratiques trompeuses.

Sommée de proposer des correctifs avant le 12 mars sous peine de pénalités supplémentaires, X s'est finalement exécutée, a confirmé son porte-parole, Thomas Régnier. La plateforme a transmis ses propositions concernant la coche bleue, sans que l'on sache, pour le moment, ce qu'elle envisage clairement. Les décideurs vont désormais les examiner, il faut donc s'attendre à du changement sur le réseau social pour les utilisateurs européens.



La plateforme n'est pas encore sortie d'affaire

Pas sûr que cette affaire plaise à Donald Trump, lui qui a vivement critiqué la réglementation européenne concernant les géants de la tech américains. Et la situation pourrait encore empirer : X est également pointée du doigt pour un manque de transparence dans la gestion de ses publicités, ainsi que pour avoir refusé d'ouvrir ses données publiques aux chercheurs indépendants.

Et ce n'est pas tout. La Commission européenne a récemment ouvert une enquête formelle après que Grok, l'intelligence artificielle (IA) directement intégrée à X, ait généré des deepfakes pornographiques d'utilisateurs sans leur consentement. Pour rappel, le DSA prévoit des sanctions pouvant atteindre 6 % du chiffre d'affaires annuel mondial d'une plateforme en cas de manquement à ses obligations. En cas de violations répétées ou graves, la Commission peut aller jusqu'à imposer des astreintes périodiques, voire, en

NVIDIA et Bolt s'allient pour déployer des robotaxis en Europe

Le géant des VTC Bolt veut être un des acteurs du marché à venir des taxis autonomes. Et pour cela, il pourra compter sur NVIDIA. L'explosion des VTC a permis à plusieurs grands nom d'apparaître, comme Uber ou bien Bolt. Mais avec les milliards engrangés, ces intermédiaires ont développé de plus grandes ambitions, dont celle d'être au centre de la future technologie des voitures autonomes. Bolt notamment nous montre encore aujourd'hui que la société veut être un incontournable dans ce domaine.

Bolt et NVIDIA annoncent un partenariat qui pourrait être gagnant-gagnant

Qui représente aujourd'hui le mieux la suprématie de la tech dans l'économie que NVIDIA, dont les GPU s'arrachent à travers le monde ? Difficile de trouver mieux. Eh bien, ce monstre, plus grande entreprise au monde, vient d'annoncer un partenariat avec Bolt, à l'occasion de sa grande messe annuelle, la GTC 2026. L'objectif de Bolt va être d'utiliser la technologie développée par NVIDIA pour créer un « moteur d'apprentissage ». La firme de Jensen Huang elle va pouvoir gagner à la fois un nouveau client, mais aussi accéder aux données de conduite de ce géant européen du VTC.

Le troisième contrat du genre pour Bolt

« En associant les données opérationnelles réelles de Bolt à la plateforme NVIDIA Drive Hyperion, à l'infrastructure d'IA ainsi qu'aux modèles et bibliothèques ouverts disponibles sur Omniverse, Cosmos et Alpamayo, nous mettons en place une base évolutive pour des services de mobilité autonome sûrs et hautement performants, conçus pour répondre à la complexité et à la diversité du réseau routier européen » explique le vice-président de la division automobile de NVIDIA pour la région EMEA, Philippe Van Der Berge. À noter que ce genre de partenariat n'est pas le premier que Bolt ait signé. En novembre dernier, on apprenait ainsi que l'entreprise s'alliait avec la société chinoise spécialisée dans la conduite autonome Pony.ai, puis, le mois suivant, c'était au tour d'un contrat avec Stellantis d'être annoncé.

OpenAI lance la restructuration de la dernière chance face à Anthropic. Est-ce que ce sera suffisant ?

Serait-ce un aveu de faiblesse ? OpenAI entame la plus grande restructuration de ses activités de sa courte histoire. Désormais, la start-up se concentre sur l'entreprise, comme une certaine Anthropic. L'entreprise de Sam Altman est sous le feu des critiques depuis pas mal de temps. Et cette situation ne résulte pas uniquement de son accord récent avec le Pentagone : un nombre croissant d'analystes et d'investisseurs doutent de sa capacité à répondre aux attentes d'un point de vue financier. Alors qu'elle vise Wall Street dès cette année, OpenAI a décidé de totalement changer son fusil d'épaule.

OpenAI ne sera plus sur tous les fronts

Rien que l'année dernière, la société a lancé un navigateur boosté à l'intelligence artificielle (IA), des outils d'e-commerce intégrés à ChatGPT ainsi que son générateur de vidéos Sora. Elle se prépare également à commercialiser un appareil d'un tout nouveau genre en partenariat avec Jony Ive, designer de l'iPhone. Si cette ambition d'être sur tous les fronts positionne OpenAI en tant que pionnier de l'IA généra-



tive, elle empêche le personnel de réellement se concentrer sur l'essentiel. Car les ressources de calcul, denrée rare et stratégique, se retrouvent régulièrement réaffectées d'une équipe à l'autre au dernier moment, tandis que la structure organisationnelle devient de plus en plus complexe. Fidji Simo, Française nommée l'année dernière par Sam Altman

pour diriger les applications d'OpenAI, a décidé d'entamer une vaste restructuration pour ne plus s'éparpiller. « Nous ne pouvons pas laisser passer cette occasion parce que nous nous laissons distraire par des activités secondaires. Nous devons vraiment mettre l'accent sur la productivité en général, et plus particulièrement sur celle liée à l'activité commerciale », a-t-elle

expliqué à son personnel lors d'une réunion récente.

L'entreprise en ligne de mire

OpenAI va dépenser son énergie dans des solutions dédiées aux entreprises et aux développeurs. Un choix très certainement motivé par Anthropic, dont les outils Co-work et Claude Code connaissent un succès retentissant. Car, contrairement à OpenAI, la société de Dario Amodei ne s'est jamais dispersée. Sa stratégie est claire depuis le début, d'où son immense réussite auprès des entreprises. La mise à jour récente de Codex, l'outil de génération de code d'OpenAI, va dans le sens de ce nouveau défi. Reste à voir à quel point ce recentrage affectera les produits grand public de l'entreprise. Il est très probable que le rythme de développement et de lancement et de nouvelles fonctionnalités soit freiné. Ce qui, au passage, pourrait laisser un immense boulevard à Google, Gemini continuant de gagner en popularité. À noter que xAI, la start-up d'Elon Musk, s'est elle aussi réorganisée afin de proposer de meilleurs outils de codage.

MSI augmente les prix de ses PC

Face à la hausse spectaculaire du prix de la mémoire, le fabricant taiwanais monte ses tarifs de 15 % à 30 % en 2026, notamment sur les produits pour gamers, a déclaré le directeur général Huang Jinqing aux investisseurs lors d'un briefing, selon un rapport publié par l'United Daily News de Taiwan. Pour limiter l'impact sur sa rentabilité, l'entreprise mise sur les produits haut de gamme à forte marge et sur les cartes mères DDR4, moins coûteuses, tout en maintenant la disponibilité. Dans ce contexte, le marché du PC anticipe une hausse générale des prix de 20 % à 40 %, portée par la demande croissante des datacenters IA.

Oracle relance le projet Detroit

La société a réactivé un projet abandonné nommé Detroit qui vise à faire un pont entre Java et JavaScript. Récemment une proposition avait été faite dans ce sens en ajoutant un moteur Python. Un prototype avait été élaborée pour une implémentation native du package javax.script basée sur le moteur JavaScript V8 de Chrome. Oracle a inscrit le projet Detroit dans les travaux d'OpenJDK. Les langages initialement pris en charge seront JavaScript et Python, d'autres langages étant prévus ultérieurement.

POUR EN FAIRE SON ÉLECTRIQUE "ABORDABLE"

Audi ressuscite un modèle oublié

Audi relance un nom inattendu avec l'A2 e-tron, son futur modèle électrique d'entrée de gamme qui sera présenté à l'automne. Derrière ce retour, la marque allemande prépare une compacte basée sur la plateforme MEB, capable d'atteindre jusqu'à 600 km d'autonomie. Mais entre production en Allemagne, pression sur les marges et concurrence accrue, ce modèle censé démocratiser l'électrique pourrait finalement viser bien plus haut que prévu.

Vingt-cinq ans après l'échec commercial d'une citadine en aluminium trop en avance sur son temps, Audi ressuscite l'A2, en version électrique. Présentée sans doute à l'automne au Mondial de Paris, cette compacte sur plateforme MEB (comme l>ID.3 et la Cupra Born) se positionnera sous le Q4 e-tron avec des ambitions élevées, notamment celle de redresser les marges.

Un retour inattendu pour un modèle qui n'avait pas convaincu

Pour l'anniversaire de l'Audi A2 aussi innovante que marginale, Audi choisit de ressusciter cette appellation pour son futur modèle électrique compact. À l'époque, la citadine en aluminium lancée en 2000 n'avait été produite qu'à 176 377 exemplaires, malgré des choix techniques peu communs. Cette fois, le constructeur change complètement de terrain. La nouvelle A2 e-tron ne sera ni une citadine ni un véhicule expérimental. Elle s'inscrira au cœur du segment des compactes électriques, en venant se positionner sous le Q4 e-tron. Audi espère clairement que ce modèle sera capable de générer du volume, mais aussi de séduire une clientèle plus jeune et plus technophile. Le design lui-même assume ce lien avec le passé. Les premiers éléments dévoilés montrent une silhouette monovolume revisitée, avec un capot court, un toit plongeant vers l'arrière et un becquet qui vient couper la lunette, signature directe du modèle original. Une manière de jouer sur l'héritage tout en modernisant les proportions. Pour l'occasion, notre graphiste nous re-partage son illustration exclusive



basée sur les spyshots.

Audi A2 e-tron, une base technique éprouvée pour viser plus large

Sur le plan technique, Audi ne part pas d'une feuille blanche. L'A2 e-tron reposera sur la plateforme MEB du groupe Volkswagen, déjà utilisée par les Volkswagen ID.3 et Cupra Born. Un choix qui permet de réduire les coûts de développement tout en accélérant la mise sur le marché. Mais derrière cette base commune, Audi cherchera à se différencier. L'habitacle devrait reprendre les codes récents de la marque, avec une grande double dalle incurvée à la place des écrans séparés habituellement présents sur les modèles MEB. Le positionnement se veut plus haut de gamme, malgré un rôle d'entrée de gamme dans la gamme électrique. Côté motorisations, tout indique que le modèle reprendra les dernières évolutions

techniques du groupe, avec plusieurs niveaux de puissance et des configurations allant de la propulsion à une éventuelle transmission intégrale sur des versions plus performantes. Aussi, la question clé restant pour le consommateur celle de l'autonomie, Audi devrait viser selon nos informations les 600 km dans la version à autonomie étendue, un chiffre qui prouve toutefois que le modèle n'aura pas une vocation purement urbaine.

Un modèle d'accès qui doit aussi protéger les marges

C'est ici que la stratégie devient plus lisible. Audi traverse actuellement une période sous tension. En 2025, la marque a vu son résultat opérationnel chuter de 14 % à 3,4 milliards d'euros, avec un impact direct des droits de douane estimé à 1,2 milliard d'euros. Dans ce contexte, le groupe vise une marge comprise entre 6

% et 8 % en 2026, après un niveau tombé à 5,1 %. L'A2 e-tron s'inscrit donc dans une logique bien précise : élargir la base clients sans sacrifier la rentabilité. Le choix d'une production à Ingolstadt, en Allemagne, confirme cette volonté de garder le contrôle industriel, mais implique aussi des coûts plus élevés que dans d'autres sites européens.

Sur le papier, le modèle pourrait démarrer sous les 40 000 euros, notamment grâce aux aides. Mais dans les faits, son positionnement, son autonomie et ses équipements laissent penser que ce "ticket d'entrée" restera relatif.

Dans le même temps, Audi doit faire face à une pression accrue sur ses marchés clés. Aux États-Unis, l'absence d'usine locale et les droits de douane pèsent sur les ventes, qui ont chuté de 16 % en 2025. En Chine, les livraisons ont reculé de 5 %, malgré le lancement de nouveaux modèles électriques.

Une gamme en pleine recomposition

L'A2 e-tron n'arrive pas seul. Elle s'inscrit dans une refonte plus large de la gamme Audi, entre électrification accélérée et repositionnement produit. Le constructeur prépare également un grand SUV thermique Q9 destiné notamment au marché américain. En parallèle, Audi développe des modèles spécifiques pour la Chine, comme l'E5 Sportback conçu avec SAIC, afin de reconquérir une clientèle locale plus jeune et plus connectée.

La présentation officielle de l'Audi A2 e-tron est attendue à l'automne, très probablement au Mondial de l'Auto de Paris, pour une arrivée en concessions prévue autour du premier trimestre 2027.

Ford Capri 2026 : des stickers et des kilomètres en plus



Après le Ford Explorer, c'est désormais au tour de la Capri de bénéficier d'une mise à jour technique et d'une autonomie majorée. Mais la grande nouveauté concerne l'arrivée des bandes décoratives "racing" ! Ne riez pas ! Nous en savions déjà beaucoup sur les spécifications de la Ford Capri 2026. Le crossover électrique bénéficie d'une mise à jour sous le capot qui introduit une nouvelle batterie LFP (pour la Standard Range RWD, qui per-

met une autonomie de 463 km), et s'accompagne d'un moteur électrique plus puissant (de 170 à 190 ch pour la Standard Range RWD) et offre une capacité de charge rapide accrue (pour les Extended Range RWD et AWD, qui peuvent désormais charger en courant continu jusqu'à 185 kW). La Ford Capri remaniée bénéficie également d'une multitude de nouvelles fonctionnalités, allant de l'assistance automatique à la marche arrière (pour une

conduite autonome en marche arrière) et d'un mode "One pedal" à une fonction de préchauffage étendue (qui peut désormais également être activée via Android Auto ou Apple Carplay) et à une plus grande capacité de remorquage (pour l'AWD, qui peut désormais tracter 1,8 tonne).

Capri Collection

Mais la nouveauté la plus importante tient à l'ajout d'un ensemble de bandes racing (à la manière

des voitures de course d'antan) pour la carrosserie de la Capri, avec lesquelles Ford veut faire allusion aux succès en sport automobile du modèle originel. C'est un peu tiré par les cheveux, mais elles ne déparent pas sur ce crossover électrique. Ces bandes sont réservées à la Capri Collection et ne peuvent être combinées qu'avec la couleur de carrosserie "Tribute Blue". Outre ces autocollants noirs, la Ford Capri Collection se distingue également par ses jantes spéci-

fiques de 21 pouces, ses jupes latérales noires et son becquet sur le hayon. L'habitacle de cette série spéciale combine des garnitures noires avec des accents bleus et des ceintures de sécurité bleues. Soit... Stickers façon compétition ou pas, le recyclage de l'appellation Capri fera toujours l'objet d'un débat. Mais en attendant, la Ford électrique s'offre un petit maquillage sympa et gagne un peu d'autonomie. C'est toujours ça...

Mots fléchés

En passant le premier		Faim		Ressem- blance		Tendues nervéu- sément		Habituel		Récipients en terre		Causée un préjudice	
Détenteur								Arrose St Omer		Petit ruisseau			
												Physicien suisse	
Etoffe de coton		Calumets		On le donne en musique		Surcharges							
								Cachai		Plante herbacée			
Italien populaire						Improduc- tif				Estrade pour boxer			
Hutte de toile						Zigotos							
				Hormone secrétée par le pancréas									Aidée
Petite capsule				Exécutés					Vigueur				
Circons- tance				Malins					Lettre grecque				
			Épands du fumier					Service policier				Équipe anglaise	
			Train de banlieue										
Stopper		Après						Région d'Europe du Nord		Vagabonda	Petit téléviseur		
		Anéantie											
							Effet acoustique						
							Nazi						
Département français					Récompense au cinéma						Argon		
Secteurs industriels											Socialiste français (Claude)		
			Tamisa						Prénom masculin				
			Bombé						Victoire de Napoléon				
Grande école				Avec les charges	Supprimé	Suite	Réfutas					Inaugurée	
Sous mouvements													
							Cube de jeu			Petit socle pour une balle			
Monticule de terre							Convive						
							Indium						
Fils aîné de Adam et Eve	Affûté	Instrument de musique								Erbium			Sudations
		Pied de deux syllabes								Fruit			
				Soupa					Proche				
Aide le golfeur							Humble rampant				Académie		
Bock							Surface agricole				Efferve- scence animale		
				Cuivre		Paresseux			Vase funéraire				
						Troisième personne du singulier							
Rubidium			Fricasser						Multitude				
Magicienne													
			Affluent du Congo					Lancés					

PÉTROLE

Le Brent à plus de 103 dollars

Les cours du pétrole restaient fermes mercredi, dans un marché toujours attentif aux évolutions de l'escalade militaire dans le Golfe et au Moyen-Orient. En cours d'échanges, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, perdait 0,02% à 103,40 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en avril, reculait de 1,53% à 94,74 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 19 mars 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

AÏD EL-FITR

Observation aujourd'hui du croissant lunaire du mois de chaoual

La Commission nationale d'observation du croissant lunaire, relevant du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, a indiqué mardi dans un communiqué que l'observation du croissant lunaire annonçant le mois de chaoual de l'année 1447H/2026 aura lieu aujourd'hui jeudi. Pour perpétuer cette noble tradition, une rencontre consacrée à l'observation du croissant lunaire est prévue après la prière d'El Maghreb, à Dar El Imam (Alger), et sera diffusée à travers les différents médias, précise le communiqué. Par ailleurs, les journées du 1er, 2 et 3 Chaoual 1447 de l'Hégire, correspondant à la célébration de la fête de l'Aïd El Fitir, seront chômées et payées pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée, indique un communiqué conjoint du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or reste stable avant la décision de la Fed

Les cours de l'or sont restés globalement stables mercredi, les investisseurs se tenant à l'écart avant la décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, tandis que l'escalade militaire au Moyen-Orient et la hausse du pétrole renforcent l'attrait du métal précieux comme valeur refuge. L'or au comptant a progressé de 0,1 % à 5.008,58 dollars l'once en matinée, tandis que les contrats à terme américains pour

livraison en avril gagnaient 0,1 % à 5.012,60 dollars. Les analystes estiment que l'évolution du cours de l'or dépendra largement des orientations de la Fed : maintiendra-t-elle sa politique de baisse des taux cette année ou choisira-t-elle de temporiser face à l'instabilité géopolitique. La Fed devrait maintenir ses taux inchangés pour la deuxième réunion consécutive, selon les anticipations du marché.

Parallèlement, les banques centrales du Royaume-Uni, de la zone euro, du Japon, du Canada, de la Suisse et de la Suède se réunissent cette semaine pour leurs premières décisions depuis le début de l'escalade militaire. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant a progressé de 0,8 % à 79,90 dollars l'once, tandis que le platine reculait de 0,4 % à 2?115,34 dollars et le palladium perdait 0,2 % à 1,598,31 dollars.

ETUDE

Les véhicules électriques ont permis d'économiser 1,7 million de barils/jour en 2025

Le parc mondial des véhicules électriques a permis d'éviter une consommation de pétrole de 1,7 million de barils par jour en 2025, contre 1,3 million en 2024, selon une étude du think-tank spécialisé sur l'énergie Ember. "A chaque hausse de 10 dollars par

baril, la facture nette mondiale des importations de pétrole augmente d'environ 160 milliards de dollars par an", selon Ember. Electrifier les véhicules permettrait de réduire les importations mondiales d'énergies fossiles d'un tiers, soit une économie de 600

milliards de dollars par an, calcule le think-tank, qui s'appuie sur des données de l'Agence internationale de l'Energie, qui inclut les véhicules tout-électriques ainsi que les hybrides rechargeables. Pour un baril à 80 dollars, la Chine, où les voitures électriques représen-

tent déjà 50% des ventes, a économisé plus de 28 milliards de dollars d'importations pétrolières grâce à sa flotte électrique actuelle. L'Europe, incluant le Royaume-Uni et la Norvège, a économisé environ 8 milliards de dollars.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

L'Amérique et ses parapluies : quel choix entre le prix du pétrole et le prix du sang ?

La guerre du golfe a révélé la complexité des relations dans la région entre les différents protagonistes directs ou indirects au conflit. Le Golfe est un espace qui ne peut s'épanouir que dans la paix. Un espace désertique, sans sources d'eau douce, sans agriculture productive et des conditions climatiques des plus défavorables. Les Etats arabes du Golfe sont des Etats de création récente, de surcroît de petite taille, et surtout très vulnérables par un surdimensionnement de leurs richesses par rapport à leur démographie et à leur histoire sociale et institutionnelle. Les 6 pays du golfe arabo-persique sont dotés de ressources en hydrocarbures considérables et des capitaux financiers colossaux, mais d'une population très petite (excepté l'AS) et des organisations étatiques féodales, fonctionnant selon des logiques tribales et claniques. Ce qui tient comme Etat central n'a d'existence que par le contrôle des puits de pétrole et de gaz et par unecentralisation des ressources financières qui permet de faire une redistribution et ainsi obtenir les allégeances et les fidélités. Ces « Etats » n'ont pu tenir depuis 1971 (pour la majorité) vis-à-vis des populations autochtones et surtout de l'extérieur que par le parapluie d'une puissance extérieure, d'abord britannique et ensuite américaine. Le parapluie américain s'est exprimé par les pétrodollars et les investissements massifs des Etats du Golfe dans l'économie américaine. Une autre facture leur a été imposée par les « Accords d'Abraham » qui les obligent à signer une « normalisation » avec Israël. Ce coût exorbitant supporté par

ces Etats ne les a pas protégés des missiles et des drones iraniens. Au contraire, la présence des bases américaines sur leurs territoires les a exposés davantage. La fermeture du détroit d'Ormuz pour les tankers des USA et de leurs alliés dans la région a aggravé leur situation. Une baisse des exportations des hydrocarbures et des activités portuaires et logistiques pour certains Etats, avec un risque de pénurie de produits alimentaires et surtout de l'eau si l'Iran attaquerait les centrales de dessalement d'eau de mer, dont la dépendance est supérieure à 70%. Dubaï, l'émirat de toutes les extravagances commence à sémancipé des ressources des hydrocarbures grâce à une diversification de son économie vers l'immobilier, les services technologiques et financiers et le tourisme de luxe. Il a vu sa population passer de 800.000 habitants à plus de 4 millions en l'espace de 20 ans. Il est le plus ciblé par les missiles et autres drones iraniens. Sans sécurité, sa survie est remise en cause. Les capitaux commencent à sortir pour d'autres lieux plus sûrs comme Singapour ou la Malaisie. Et même la population expatriée, très largement majoritaire, se préparent à quitter l'Émirat. Au plan économique, la guerre du Golfe touchera en premier lieu les Etats du Golfe, les USA et par extension toute l'économie mondiale si l'on considère l'importance de l'énergie dans cette dernière. Par ailleurs, l'augmentation des prix de pétrole et du gaz affectera la compétitivité des économies importatrices de ces matières. Certains pays exportateurs de pétrole vont tirer

quelques revenus supplémentaires sans gloire. Par contre, la Russie est le plus grand bénéficiaire de cette guerre ; elle va écouler son pétrole et son gaz pendant au moins un mois, la durée de suspension de l'embargo par les USA. L'économiste, J. Stiglitz « affirme que les USA restent les plus exposés au risque de stagflation, comme lors des chocs pétroliers des années 70, estimant que les politiques de D. Trump avaient considérablement affaibli l'économie américaine avant même le déclenchement de la guerre. » (Déclaration de Stiglitz à l'AFP, 16 mars 2026). La hausse des prix du pétrole affecte surtout Trump, lui qui a fait de la baisse du prix des carburants dans son pays l'un de ses arguments électoraux. Aujourd'hui, à mi-mandat, cette hausse ne fait pas ses affaires. Le déstockage de 400 Millions de Barils par l'AIE n'a pas impacté, jusqu'à maintenant, cette tendance haussière des prix sur les marchés ; les acheteurs anticipent les effets à moyen et long terme que l'AIE ne peut réguler totalement. La poursuite de la guerre n'est pas dans l'intérêt de Trump, non seulement par son coût financier pour les USA, près d'un milliard de dollars par jour, mais aussi par l'augmentation du prix à la pompe et surtout par le prix du sang (soldats américains morts au combat). En effet, s'il doit soutenir son mandant (Israël) et ses mandataires (ses alliés pétroliers) par des actions militaires, il doit engager plus de moyens et plus de soldats et au final plus de dépenses et plus de morts au combat ; ce qui est insupportable pour les américains, qui considèrent cette guerre comme étran-

gère à leurs intérêts. La Chine et l'Inde vont s'approvisionner auprès de la Russie, l'Europe auprès des USA en gaz de schiste, le pétrole vénézuélien, sous contrôle américain, viendrait faire l'appoint. Trump admirera la courbe croissante du prix du pétrole et celle du nombre de morts. Les Etats du Golfe auront payé une prestation (parapluie) qui n'a pas été fournie. Trump en homme d'affaires pragmatique et averti et surtout partisan de la pratique transactionnelle peut aller vers une solution de bon sens : larguer son protégé historique et son donneur d'ordre, Israël, et ses protégés d'intérêt du Golfe, devenus encombrants, même s'ils demeurent bons payeurs. L'après-guerre mettra face à face l'Iran et Israël dont l'enjeu sera le contrôle des Etats du Golfe. La Turquie affiche, aujourd'hui, une certaine neutralité, alors que son soutien discret à Israël est admis par tous. Dans l'après-guerre elle sortira de sa discrétion pour se positionner comme acteur de la nouvelle géopolitique du Moyen-Orient. En effet, un affrontement triangulaire Iran-Turquie-Israël pour le contrôle de la région n'est pas exclu. Il pleuvra encore sur la péninsule, les Emirats chercheront désespérément un nouveau parapluie pour assurer leur pérennité, même au prix fort. La richesse, comme la misère, a une philosophie. « Misère de la philosophie » écrivait K. Marx en 1847, en réponse à la « Philosophie de la misère » de P.J. Proudhon.